

Rouge & Vert

n°275 19/05/08 2€

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

ENSEMBLE ON VA GAGNER



Depuis plusieurs semaines, des centaines de salariés sans-papiers sont en grève pour leur régularisation. Le mouvement s'étend à de nouvelles entreprises. La CGT a joué un rôle pivot dans l'organisation du mouvement, les soutiens sont larges et d'autres organisations syndicales sont également engagées dans les mobilisations.

Ce mouvement doit gagner : la régularisation des travailleurs sans-papiers mobilisés serait un formidable encouragement à l'élargissement de la lutte.

Toute avancée dans le sens de l'égalité des droits est aussi un acquis pour tous les travailleurs, français ou immigrés, un frein mis à la surexploitation, un encouragement à la mobilisation sociale.

Car le salariat sans-papiers est en première ligne pour l'expérimentation des régressions sociales : ce qu'on lui impose aujourd'hui, d'autres se le verront imposer demain si l'unité et la mobilisation ne débouchent pas.

La lutte des salariés sans-papiers, comme celles menées pour la régularisation de familles, s'inscrit dans un mouvement d'ensemble pour la régularisation, pour l'égalité des droits. Nous ne dissocions pas les mobilisations pour le respect des droits humains, le combat de classe et les solidarités internationales.

Aussi, Les Alternatifs, favorables à la convergence de ces luttes, à l'égalité des droits sociaux et politiques pour tous et toutes, soutiennent totalement la lutte des travailleurs sans-papiers.

En France comme ailleurs, tout progrès des droits des travailleurs profite à l'ensemble des salariés, pour le respect de leur dignité et de meilleures conditions de vie. ■



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

C.Bamba, J.J.Boislaroussie, M.Buisson,
M.Colloghan, B.Della Sudda, J.Douillard,
R.Neuville, R.Querbouet, E.Ronchon,
R.Testoris et A.Touleron

Edité par la SARL SECA

(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

site : www.alternatifs.org



ABONNEMENT

**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER**

ABONNEMENT

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et vert journal.

Et zoub ! Le chèque et le bulletin, on met ça dans une
enveloppe pour Les Alternatifs. 40, rue de Malte 75011 Paris

**ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ VOUS
A ROUGE ET VERT***

* ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS

COMMUNIQUÉ

Hakim Il avait 22 ans...

Il avait 22 ans. Hakim est mort dans des conditions suspectes après une interpellation "violente" effectuée par la police municipale et la BAC en haut du boulevard Victor Hugo à Grasse, vendredi après-midi.

Les Alternatifs expriment leur solidarité avec la famille et les proches d'Hakim. Ils rappellent que les forces de police doivent être soucieuses du respect des lois, de la protection des personnes.

Les déclarations haineuses proférées au plus haut niveau encouragent des comportements dangereux et un climat de violence qui est une atteinte aux droits des citoyennes et des citoyens. **Ils demandent que toute la lumière soit faite sur les conditions précises de la mort d'Hakim.** ■



**Formation des Alternatifs pour les élu-e-s,
(formation ouverte à tous)**

**Mettre en place une démarche
d'agenda 21 dans
une collectivité territoriale**

L'agenda 21 est l'occasion d'impliquer les habitants autour d'un projet local durable et de guider l'action publique. Il permet de soumettre toute décision à un double questionnement social et écologique.

**Le 24 Mai 2008 au 40, rue de Malte - 75011
PARIS métro Oberkampf**

L'AVENIR DE NOS RETRAITES: LE DÉBUT D'UNE LUTTE PROLONGÉE

À la veille des discussions sur l'avenir des retraites, la droite et le patronat persistent dans leur volonté d'augmenter la durée de cotisation et d'en finir avec la retraite à 60 ans. Fillon prône 41 années de cotisation comme première étape, Parisot jusqu'à 45 ans.

Depuis 1993, les attaques contre les régimes de retraites n'ont pas cessé. Débutées par la remise en cause des retraites du privé, elles ont continué en 2003 contre celles des fonctionnaires, puis fin 2007 contre les régimes spéciaux. Résultat : La pension du régime général ne représente plus que 43% du salaire lors du départ à la retraite et les retraites complémentaires ont baissé de 20% en dix ans.

Les différentes mesures mises en place (allongement de la durée de cotisation, décote, indexation sur les prix) ont toujours pour objectif de faire baisser le montant des pensions.

Les femmes les plus durement touchées

L'écart des pensions entre les hommes et les femmes est de 45%. Carrières plus courtes et salaires plus bas expliquent l'essentiel de cette inégalité persistante. Précarité, temps partiel et temps consacré aux enfants se conjuguent pour aboutir à des réalités dramatiques. Toute augmentation de la durée de cotisations et du nombre d'années de référence pour calculer la pension pénaliserait encore plus fortement les femmes.

Le prétexte de la démographie

Les évolutions démographiques sont régulièrement utilisées pour dramatiser la question des retraites. Contrairement à ce que dit le patronat, les dernières études montrent que la population active va continuer de croître jusqu'en 2015. Le nombre de cotisants, qui était censé fortement diminuer après 2015, va rester stable entre 2015 et 2030. Il n'y a, en France, aucun effondrement démographique qui justifierait le catastrophisme actuel visant à justifier les mesures de régression sociale déjà prises et celles que le gouvernement veut prendre dans l'avenir.

Financer un haut niveau de retraites, c'est possible!

Il y a 25 ans, sur 100 euros de richesse produite, 70 euros revenaient aux salaires. Depuis, la part des salaires n'a cessé de baisser (plus de 10 points) alors que la productivité du travail a continué de croître (plus de 50 %). La différence est allée enrichir des actionnaires qui en veulent toujours plus. Le seul retour à la répartition d'il y a 25 ans permettrait de dégager des milliards d'euros; suffisamment pour augmenter les salaires et, par le biais des cotisations, sauver nos retraites améliorer les revenus des chômeurs et les remboursements de la Sécurité Sociale.

À l'heure où les entreprises du CAC 40 annoncent un bénéfice record de plus de 100 milliards d'euros en 2007, quand les parachutes dorés des grands patrons et les scandales de la spéculation financière alimentent la chronique des médias, c'est un choix politique, un choix de Société.

Pour financer les retraites, maintenir le niveau des pensions et éviter toute hausse de la durée de cotisation, il faut s'attaquer aux profits.

**POUR PRESERVER LES ACQUIS D'UN SIÈCLE DE LUTTES
POPULAIRES,**

**POUR NOS RETRAITES ET UNE PROTECTION SOCIALE DE
HAUT NIVEAU,**

TOUS ENSEMBLE,

faisons monter la pression sociale et la mobilisation unitaire

**La seule loi que ce gouvernement connaisse, c'est le
rapport de force**



LES ALTERNATIFS, 40 rue de Malte, 75011 PARIS
01.43.57.64.50. contact@alternatifs.org www.alternatifs.org

15 mai et 22 mai, dans la grève et dans la rue... et ensuite ?

Lycéen-ne-s, enseignant-e-s, fonctionnaires contre la Révision générale des politiques publiques le 15 mai, salarié-e-s du privé et du public contre le nouveau tour de vis sur les retraites le 22 mai, les échéances se multiplient et, facteur important, sont appelées unitairement par l'ensemble des organisations syndicales.

Pour tous l'enjeu est clair : il faut enrayer l'offensive libérale généralisée du président de la république et de son gouvernement contre les services publics et les retraites.

Sarkozy, Fillon, Darcos et Bertrand ne cessent de le répéter à satiété : les réformes annoncées se feront, ils ne céderont pas. Le non remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur 2, pas négociable, la suppression de 19000 postes d'enseignants en 2009, pas négociable, le passage à 41 années de cotisation, pas négociable, chacun-e peut continuer la liste.

Ces rodomontades médiatiques ont d'abord une fonction "pédagogique" vis-à-vis d'une opinion publique qui, tout juste un an après l'élection du chef, ne cesse de s'éloigner de sa politique, afin de tenter de limiter l'ampleur de la protestation. Mais pas seulement : en répétant inlassablement que les «caisses sont vides» et qu'il n'y a «pas d'alternative», que la droite ou la gau-

che au pouvoir dans les différents pays européens font globalement la même chose (ce qui, hélas, est vrai), Sarkozy et ses porte-flingue savent aussi que ce discours est entendu non seulement par le PS dont les parlementaires, c'est le moins qu'on puisse dire, ne s'opposent que mollement et le plus souvent sur la forme aux annonces gouvernementales, mais aussi par toute une frange des dirigeants syndicaux qui, de ce fait, ne sont nullement disposés à faciliter l'extension et la généralisation de la résistance populaire. Pour qui en douterait, il suffit de relire le communiqué commun d'appel au 22 mai qui a réalisé le tour de force de ne même pas mentionner la volonté de s'opposer aux 41 annuités de cotisation en 2011 !

Le 15 mai, la mobilisation, notamment du monde enseignant, a été forte.

Mais les journées de grève et de manifestations massives et déterminées doivent aussi s'appuyer sur la ferme volonté de rassembler et d'unir les mobilisations pour cogner plus fort., comme y appelle la Convergence pour les services publics.

A ce titre, il importe que tout soit fait pour associer la jeunesse aux initiatives syndicales : invitation des coordinations lycéennes aux intersyndicales, prise de parole aux meetings, contact direct des syndicats ouvriers avec les jeunes en lutte, organisation de débats publics à l'issue des manifestations, etc... (l'imagination au pouvoir, c'est une de nos meilleures armes autogestionnaires)

Autre priorité pour les Alternatifs : convaincre le plus largement possible non seulement de l'injustice scandaleuse des choix gouvernementaux mais de la nécessité de lui opposer une plateforme revendicative explicite.

Car ce n'est que sur la base d'une adhésion large et massive à des objectifs clairs que pourra se construire la durabilité d'un mouvement. Il en est ainsi, concernant les retraites, du refus des 41 annuités, du maintien de l'âge de la retraite à 60 ans, mais aussi de la suppression des décotes - qui pénalisent si durement les pensions d'une majorité de femmes - et de l'exigence d'un seuil minimum de retraite égal au SMIC.

Chacun-e le sait, aussi réussies soient-elles ces deux journées de mobilisations sociales ne seront pas suffisantes pour faire céder Sarkozy. L'expérience, tant en 1993 avec Balladur qu'en 2003 avec Fillon (déjà), nous a aussi appris que le gouvernement sait attendre les congés d'été pour faire voter ses mauvais coups. Ce débat aussi doit dès à présent être mené, sans a priori et, là encore, avec imagination. Reconduire la grève sous une forme illimitée ou sous celle d'une nouvelle journée chaque semaine? Organiser une manifestation nationale à Paris? Articuler les deux, en privilégiant le blocage de l'activité économique? Tout est possible... et réalisable, si l'unité, la démocratie et l'ampleur de la mobilisation sont au rendez-vous. Cela dépend aussi de nous. ■

Julien DOUILLARD

37,5

FSU et Solidaires, au niveau syndical, et ATTAC au niveau associatif conservent cette exigence d'une pleine retraite après 37,5 annuité de cotisation calculée sur les 6 derniers mois (ou les dix meilleures années). FO et CGT en gardent la référence. Côté politique, le PS estime que c'est une revendication désormais démagogique, tandis que les Verts et la gauche antilibérale l'incluent toujours dans leur programme.

Redisons-le donc avec force : la question des retraites est essentiellement une question de répartition des richesses, et, outre que partout l'intensification du travail porte la nécessité de poursuivre la réduction du temps travaillé, 37,5 annuités c'est vraiment le maximum pour conserver concrètement la possibilité d'une pleine retraite à 60 ans. Et donc d'une vraie vie libérée du travail salarié au-delà. ■



NPA ou parti-mouvement : pour clarifier.

Le débat sur la création d'un nouveau parti anticapitaliste, lancé à l'initiative de la LCR, vient à son heure. Comme l'ont montré une fois de plus les élections municipales récentes, la gauche est en pleine crise.

Le Parti socialiste n'est plus qu'une machine électorale ; à son ombre survivent les Verts et le PCF ; l'extrême gauche traditionnelle dévide son discours sans prise sur la réalité. Seul fait nouveau, les listes à gauche de la gauche obtiennent de bons résultats. Elles expriment l'aspiration à une politique résolument orientée à gauche, mais s'affirme aussi et plus fortement qu'auparavant l'aspiration à mettre fin à l'émiettement et à la dispersion à la gauche de la gauche traditionnelle, à la constitution d'une nouvelle force politique rassemblée et pluraliste.

La LCR, avec son projet de NPA, tente d'incarner cette aspiration. Nous devons prendre cette initiative au sérieux, en débattre clairement et sur le fond, ce qui implique de réfléchir à ce que pourrait être une force anticapitaliste tenant compte des expériences du passé ainsi que des conditions politiques, sociales et culturelles de notre époque, et tenter de préciser quelle pourrait être son organisation. Car l'aspiration à une nouvelle force est en soi très positive. Non pas parce qu'elle renforce nos propres convictions, mais parce qu'elle peut et doit nous donner l'élan nécessaire pour débattre et prendre des initiatives, au lieu de rester l'arme au pied et d'attendre des jours meilleurs, après l'épisode de l'après-campagne Bové qui n'a pas permis, à ce jour, de constituer cette nouvelle force que nous voulons.

Nous ne pouvons repousser ou ignorer l'initiative de la LCR en arguant que dans le passé, engagée dans des expériences et des processus unitaires (de la campagne Juquin en 1988 jusqu'au "Non de gauche" en 2005 suivi de la politique isolationniste de la LCR pour les présidentielles de 2007), elle a toujours fini par faire prévaloir son renforcement au détriment de ces structures unitaires et de la possibilité de se fondre dans une organisation plus large.

Ce que nous savons de la LCR ne doit pas être oublié ; ce n'est pas là un obstacle infranchissable mais un élément de

débat; les pratiques et leurs pesanteurs sont en effet plus parlantes que les proclamations de bonnes intentions. Et ces proclamations d'ouverture sont même parfois contredites, à la lecture attentive de la presse de la LCR ou de la IVe Internationale¹.

Sans ignorer l'histoire et l'absence quasi totale de retour critique de la LCR sur son propre passé, mais sans en faire un préalable au débat, débattons donc sur le fond. Un lien étroit existe entre les pesanteurs de la LCR et la manière dont elle lance son initiative. Il faut donc identifier précisément ce qui fait problème. De ce point de vue, **il vaut mieux éviter**, quand on interroge légitimement la notion de "centralisme démocratique", **de confondre léninisme et stalinisme**, comme le fait R.-M. Jennar dans son adresse à D. Bensaid. La LCR vient d'une tradition léniniste que nous ne devons pas assimiler à la tradition stalinienne. A la différence du stalinisme, synonyme de bureaucratie et de terreur, le "léninisme" a été une culture révolutionnaire, mais marquée de pratiques autoritaires, aux conséquences redoutables, dès l'arrivée au pouvoir des bolcheviks ; culture entrée en crise du vivant de Lénine pour cette raison même. Mais c'est parce qu'elle s'appuie sur le meilleur de cette culture que la LCR peut aujourd'hui faire des propositions unitaires, même limitées et très insuffisantes, à la différence des autres organisations d'extrême gauche. Et on peut difficilement exiger d'une organisation qu'elle efface sa mémoire et son histoire et utiliser dans le débat raccourcis et simplifications.

Pour prendre le débat par le bon bout, demandons-nous d'abord **quelles sont les fonctions que doit remplir une formation politique qui veut rompre avec le capitalisme**, animer pour cela les luttes populaires et les luttes de classes, une formation qui ne se donne pas pour objectif de devenir le parti dominant ou dirigeant, mais d'assurer l'hégémonie, dans la société civile, des idées et des pratiques autogestionnaires. On peut repérer comme fonctions essentielles, sans vouloir être exhaustif : porter la mémoire des luttes indispensable à leur pérennité, assurer la synthèse entre l'expérience et la pratique, l'immédiat et le projet, permettre la théorisation, c'est-à-dire la généralisation des expériences et leur

compréhension, prendre des initiatives et faire des propositions publiques pour orienter et développer les luttes.

A la différence des mouvements sociaux qui se fondent chacun sur une question sociale et économique qui est sa raison d'être, ou des mobilisations citoyennes centrées sur un seul objet, **la politique qui se réclame de l'anticapitalisme doit assurer la synthèse des luttes dans un projet d'émancipation global.** Cela ne peut se faire dans des catégories telles que le rôle d'avant garde du parti ou la conscience venant de l'extérieur des luttes des exploités, issues du léninisme, qui, on l'a bien vu tout au long du 20e siècle, donnent la priorité à l'organisation sur le spontané à tel point que le spontané perd quasiment toute légitimité. Et cela ne peut non plus se faire sur la base d'un paradigme rouge, en reléguant au second plan les références à l'écologie, au féminisme et à la démocratie jusqu'au bout, à la fois comme moyen et comme but. Nous allons y revenir. Mais il faut aussi rompre avec des pratiques bien antérieures au léninisme, telles la subordination du social et du syndical au politique, l'autoritarisme interne, le culte de l'unanimité, la prééminence des élections sur les initiatives populaires ou l'élection comme débouché obligatoire des luttes, la participation aux institutions conçue comme une fin en soi. Et refuser, comme nous l'avons fait dans les deux précédentes décennies dans nos controverses avec les Verts -parti auquel nous avons refusé de nous rallier- le sectarisme (symétrique à celui du PCF) de la subordination des associations et des luttes écologistes aux intérêts du "parti écolo", et la substitution d'un paradigme vert (en simplifiant à l'extrême : tout découlerait de l'écologie et celle-ci aurait réponse à tout) à un paradigme rouge.

Ces formes d'organisation sont aujourd'hui caduques : les modalités de cristallisation d'une conscience anticapitaliste et la construction d'une nouvelle culture d'émancipation appellent à **repenser la question du parti et obligent à inventer un autre type de force politique.** Le léninisme est caduc et le type de parti qui lui est associé l'est tout autant. C'est donc de ce point de vue, et non pas d'un amalgame entre léninisme et stalinisme, que le centralisme démocratique n'est plus acceptable².

Commençons par rompre d'une part avec le centralisme et la verticalité, en donnant la priorité aux formes de décisions les plus démocratiques dans la perspective d'une organisation autogestionnaire; reconnaissons et respectons d'autre part sans restriction et sans exception l'autonomie des mouvements sociaux, de leurs formes, de leurs contenus, de leurs rythmes.

1. L'organisation interne.

Elle est décisive. Après l'échec cuisant des révolutions du XXe siècle, qui se sont rapidement bloquées à leur stade initial, quand elles n'ont pas dégénéré, cette organisation interne donne à voir la sincérité de nos convictions et de notre projet d'émancipation. Ici, la forme rejoint le fond. **La forme parti doit être remise en cause au profit du parti-mouvement.** Le parti-mouvement associe l'idée de stabilité et de continuité à celle de démocratie active et se dissocie de l'idée de réseau, inadéquate en tant que forme d'organisation interne. Le parti-mouvement s'inspirera de la nouvelle culture en gestation dans le mouvement altermondialiste.

Il ne s'agit pas de faire disparaître toute centralité, lieu où les pratiques se socialisent, les idées se confrontent, les décisions se confirment après débat interne, mais de donner la priorité aux droits des adhérents et adhérentes, à la démocratie, à l'expérimentation, au fonctionnement en réseau et au déploiement des initiatives individuelles. La centralité assure sans coercition la démarche collective et sa pérennité.

Autogestionnaire dans ses objectifs, le parti-mouvement doit l'être dans son fonctionnement. Sans formalisme ni spontanéisme, les pratiques autogestionnaires doivent être non pas institutionnalisées, ce qui débouche sur la bureaucratie, mais instituant, c'est-à-dire qu'elles trouvent dans les institutions auxquelles elles donnent naissance leur prolongement et un point d'appui pour de nouvelles conquêtes³, et non des structures formelles vidées de tout mouvement réel. La rotation des responsabilités et la parité dans tous les lieux de direction sont impératives. Le droit de tendance doit être respecté, même s'il ne suffit pas à assurer la démocratie. Il s'agit de prendre en compte et de favoriser la diversité culturelle et sociale de ses adhérents et adhérentes, la cohérence de l'organisation existant non pas par l'autoritarisme et l'unanimité, mais par la participation de tous et de toutes aux initiatives décidées en commun, à la critique, à l'élaboration de la stratégie, du projet et

des programmes. De ce point de vue le centralisme démocratique, même débarrassé de ses caricatures staliniennes, parce qu'il donne la priorité à une centralité devenue centralisme, est caduc. Et la manière dont, dans l'organisation, une majorité traite sa minorité -ou ses minorités- est le meilleur révélateur de la véracité de ses options démocratiques⁴.

2. Le parti mouvement et les mouvements sociaux.

Abandonner l'idée de subordonner le social au politique n'est pas renoncer à travailler en commun. Le mouvement altermondialiste a montré que le travail en réseau, ici irremplaçable, et les coopérations horizontales entre syndicats, associations et forces politiques est possible. Le parti-mouvement ne dirigera ni les syndicats, ni les associations, ni les mouvements de masse et ne s'y substituera pas. Il renoncera aux fractions ou tendances politiques dans les syndicats et les associations. Avançons l'expression paradoxale de "coopération conflictuelle" pour exprimer que les luttes communes du politique et du social contre leurs ennemis communs n'excluent nullement les contradictions, les désaccords, et exigent une critique réciproque, de même qu'un débat public et socialisé : le plus grand nombre est concerné.

3. Le projet.

Dans un monde ravagé par le capitalisme mondialisé, l'anticapitalisme doit être le fil rouge du projet. **Le féminisme et l'écologie** en sont partie intégrante; ce ne sont pas les contradictions secondaires de l'anticapitalisme qui serait la contradiction principale. Simplement, même si les dégâts dans le milieu naturel sont vieux comme l'humanité, ils prennent sous le règne du productivisme capitaliste l'allure d'une catastrophe permanente; et même si la domination subie par les femmes a sa logique et son autonomie propres, elle recoupe l'organisation capitaliste du travail où les femmes occupent toujours, pour le plus grand nombre, une place subalterne.

Quant à l'autogestion, elle n'est ni un supplément d'âme ni un objectif lointain pour les lendemains de la prise du pouvoir. **L'autogestion est une exigence immédiate, but et moyen à la fois**, pratique dans les luttes et aspiration dans le fonctionnement même des structures associatives, syndicales, politiques. L'autogestion ne supprime ni ne remplace la lutte des classes mais rend effective la démocratie dite participative, que nous préférons appeler démocratie active, en l'insérant dans un processus global,

celui de l'émancipation sociale. Généralisée à la société tout entière, elle concerne aussi bien les lieux de production au sens large, que les lieux de décision, et implique la lutte contre la bureaucratie et la gestion étatique centralisée. Réapparue en Amérique du Sud, elle est dès aujourd'hui vivace dans l'entreprise comme dans la vie de la cité à travers les aspirations tenaces à la démocratie dite participative. Il s'agit donc d'avancer sur tous les fronts à la fois.

Le féminisme, en tant que revendication à l'égalité des droits et qu'expression d'une émancipation spécifique, doit être intégré à la définition d'une société émancipée au même titre que la propriété collective des moyens de production.

Les victimes de **la crise écologique** sont pour l'essentiel les mêmes que les victimes de la crise économique, ce sont les plus pauvres, les plus exploités. La synthèse du rouge et du vert est possible. Elle permettra de se situer clairement à gauche et de reprendre des mains de la gauche traditionnelle en pleine débandade le flambeau de l'émancipation sociale.

Tout cela ne peut se faire qu'en croisant et dépassant les cultures politiques de lutte sociale issues du 20e siècle. Aucune n'est à négliger, chacune porte une part des expériences passées. Aucune n'est sortie indemne des drames qui ont marqué le mouvement ouvrier⁵, toutes en subissent les conséquences ; ce dépassement doit se faire en commun. Des milliers d'hommes et de femmes sont prêts à faire cette expérience si on les associe à toutes les étapes de son déroulement. Il faut s'adresser non seulement aux militants et militants des organisations et courants politiques, mais en même temps à toutes celles et tous ceux que l'on retrouve dans les mobilisations féministes, antiracistes, écologistes, sociales, les pratiques autogestionnaires et alternatives, et toutes ces contestations sectorielles qui forment le kaléidoscope de l'altermondialisme.

Une question se pose donc à propos de l'initiative de la LCR : si l'objectif est un rassemblement anticapitaliste, autogestionnaire, féministe, écologiste, et compte tenu du fait qu'actuellement aucune organisation ne peut prétendre posséder la culture qui réalise la synthèse de ces quatre aspects, **la seule voie praticable n'est-elle pas de mettre ce projet en œuvre en y associant dès le début organisations, militants et militantes dans des structures unitaires ?**

Tout doit se faire de bas en haut et non de haut en bas, dans le pluralisme et non pas autour d'une seule organisation. De

la base au sommet, aux échelles locale, départementale ou régionale, comme au plan national, toutes les initiatives allant dans ce sens, et permettant de mettre fin à la fragmentation existant à la gauche du PS, sont nécessaires : Etats-Généraux, Forums...

Ce n'est pas faire un procès d'intention, ni rompre les ponts que de constater qu'en voulant conduire le processus sous sa seule responsabilité, la direction de la LCR ne prend pas cette voie. Or des questions comme l'indépendance sans sectarisme à l'égard du PS et la présence sans compromission dans les institutions, abordées par R.-M. Jennar et D. Bensaid dans leurs échanges, ne peuvent se régler sans croiser les expériences des différentes cultures et expériences sur ces questions.

Pour être plus concret, on ne peut laisser entendre que le refus de gouverner aujourd'hui ou même demain avec le PS, justifié et commun, n'en déplaie à R.-M.Jennar comme D.Bensaid, à l'ensemble de la gauche anti-libérale, impliquerait mécaniquement le refus absolu de toute alliance avec le PS dans les institutions, en particulier les institutions locales, où les exemples d'avancées dans les politiques publiques obtenues par ce type d'alliance, sont très nombreux. Ou alors le slogan "battre la droite" n'est qu'une formule démagogique.

Quand nous disons, dans une précédente contribution, que *«La nouvelle culture politique, autogestionnaire, n'est pas seulement le fruit d'une nouvelle pratique politique, elle en est aussi la condition de possibilité»*, ce n'est pas pour opposer au projet du NPA un autre projet "clé en mains". Mais le mouvement que nous proposons, avec les caractéristiques développées dans cette contribution, se justifie à nos yeux par une expérience politique profondément marquée par l'émergence de l'altermondialisme voici une dizaine d'années maintenant.

Militants des Alternatifs, ne prétendant pas engager notre organisation, nous souhaitons que la gauche alternative débâte avec la LCR, et dans le même temps, s'interroge de manière féconde sur les références politiques qui pourraient être celles d'un parti mouvement, plus nécessaire que jamais aujourd'hui. ■

Bruno Della Sudda et Romain Testoris
Nice, le 28 avril 2008

- (1) On lit dans la dernière livraison d'Inprecor, revue de la IV^e Internationale, le texte d'une intéressante intervention de F.Sabado, membre du BP de la LCR et de l'exécutif de la IV^e Internationale, faite à une réunion tenue à Sao Paulo (Brésil) en décembre 2007, dans lequel il est dit : *«Ainsi, tout en gardant les liens de la LCR avec la IV^e Internationale, ce nouveau parti ne sera pas un parti trotskyste»*. De même, plus haut dans l'article, sont livrées les références du nouveau parti anticapitaliste. Avant même sa naissance, l'essentiel serait-il donc déjà décidé par l'actuelle direction de la LCR ?
- (2) Faute d'une critique argumentée de centralisme démocratique de la part de RM.Jennar, D.Bensaid peut réaffirmer, en réponse, ses certitudes sur la question, dans des termes quasi intemporels. Instructive est aussi dans la réponse de D.Bensaid l'analyse qu'il délivre du mouvement altermondialiste, très réductrice et vidée de la nouvelle culture politique qui caractérise justement l'altermondialisme
- (3) Y compris dès aujourd'hui, même s'il s'agit de conquêtes limitées et partielles. Ce qui renvoie à la question des institutions et de l'indépendance sans sectarisme vis-à-vis du PS : voir plus loin dans le texte
- (4) De ce point de vue, la récente "affaire Picquet" au sein de la LCR ne jette-t-elle pas une ombre inquiétante sur le futur NPA par les pesanteurs qu'elle évèle en matière d'organisation interne ? Les moyens de l'organisation appartiennent-ils à tous ses membres ou seulement à sa majorité ?
- (5) Y compris la culture politique dont se réclame la LCR : le bilan historique des différents courants trotskystes n'est-il pas lui aussi nécessaire, y compris avant de se débarrasser de la référence au trotskisme, comme semble l'avoir décidé la LCR pour le NPA, avant même la naissance de celui-ci ?

Crise alimentaire : REPONDRE A L'URGENCE ET CHANGER RADICALEMENT DE POLITIQUES

Récemment la FAO a dénombré plus de 30 pays en crise dont une dizaine avec une tension très forte sur les prix des denrées de base, entraînant des manifestations et provoquant parfois des émeutes (en Haïti, le premier ministre a d'ailleurs dû démissionner). Dans les pays touchés dans des proportions moins alarmantes, la hausse des prix touche aussi gravement les consommateurs pauvres, puisqu'ils consacrent une part plus importante de leur budget à l'alimentation. **Avant de proposer des solutions à court et surtout à long terme, à cette crise sans précédents de par son ampleur mondiale, cette note tente de la décrire et de l'expliquer.**

Une crise sans précédents

La hausse du prix des principaux produits agricoles a commencé au printemps 2007, avec celle du maïs, du blé¹ et de façon moins marquée du riz et des autres grains (soja ...). Malgré une très bonne récolte en 2007, **cette première flambée des prix relève de quatre explications :**

- **la faiblesse des stocks mondiaux**, notamment pour le blé et le riz, au plus bas depuis 30 ans. Cette situation résulte principalement de la dérégulation publique suite aux plans d'ajustements structurels dans les pays importateurs (limitations drastiques des stocks de sécurité) et à la mise en conformité avec les règles de l'OMC (Uruguay Round) dans les pays exportateurs. En outre, une succession de mauvaises récoltes pour raisons climatiques a touché d'importants exportateurs comme l'Australie ou l'Ukraine ces dernières années.
- **un renforcement de la demande**
 - de plusieurs pays importateurs, dont la Chine, en raison

de la croissance démographique et de la modification des habitudes alimentaires (hausse de la consommation de viande) en lien avec la hausse du niveau de vie d'une partie de la population.

- pour la production, en plein développement, d'agrocarburants à base de céréales (maïs aux USA) ou d'oléagineux (colza en UE), entrant en concurrence directe avec l'alimentation humaine et animale. Cela a surtout été sensible aux USA où l'équivalent du quart de la production de maïs est désormais utilisée pour la production d'éthanol-carburant ;

○ Cette tension sur les marchés physiques et les marchés à terme a entraîné **la croissance de la spéculation sur les matières premières agricoles**, par leur introduction dans les fonds d'investissement. Cette pratique ("titrisation"), plus ancienne pour le coton, est d'autant plus forte et plus grave que la tension commencée en 2007 semble ne pas avoir de fin à court terme. En outre, les objectifs politiques d'incorporation minimale d'agrocarburants aux USA et en UE assurent une augmentation structurelle des débouchés. Bien évidemment, les spéculateurs sont particulièrement à l'affût de ces marchés en hausse politiquement garantie par les Etats les plus riches

Les effets de ces facteurs dans le champ des produits agricoles et alimentaires sont encore amplifiés par la hausse du prix des autres matières premières ou énergétiques. **Ainsi la hausse du prix du pétrole agit de trois façons :**

- **hausse des coûts de production** (prix des intrants dérivés du pétrole comme les engrais chimiques ou les produits de protection des cultures et coûts de la mécanisation),
- **hausse des coûts de transport** (fret maritime et routier),
- **accroissement de la deman-**

de en agrocarburants, liant le prix des matières premières agricoles à celui du pétrole, que tous les prévisionnistes attendent sur une tendance haussière à long terme ;

Dès ses débuts en 2007, cette hausse des prix est très pénalisante pour les couches urbaines les plus pauvres dont le revenu est essentiellement consacré à l'achat d'aliments, non ou peu transformés, dont le prix est assez directement lié à ceux des produits agricoles. Cette crise a notamment touché le Mexique à travers la tortilla (à base de maïs) dont le prix a flambé suite à la hausse du prix du maïs importé des Etats Unis, où il est de plus en plus utilisé pour la production d'éthanol². Cette hausse a aussi touché les populations les plus fragiles dont l'alimentation dépend des livraisons du PAM (Programme Alimentaire Mondial), livraisons en baisse au fur et à mesure que les prix agricoles augmentent.

Depuis la crise s'est amplifiée³, le nombre de pays touchés s'accroît et les prix poursuivent leur envolée pour plusieurs raisons : la quasi certitude de la hausse favorise l'intégration des produits alimentaires dans les fonds d'investissement ; les pays exportateurs freinent ou arrêtent plus tôt leurs ventes aux pays importateurs, de peur eux aussi d'être en rupture et de voir les prix intérieurs augmenter fortement⁴. Dans le même temps, des négociants en profitent pour stocker et accroître leurs marges, dans ces pays exportateurs mais aussi dans les pays importateurs. Ainsi, aux facteurs réels de 2007, s'ajoutent des facteurs largement spéculatifs. C'est notamment le cas pour le riz, dont le prix a moins augmenté en 2007 que celui des autres céréales. Le riz, première céréale mondiale, beaucoup moins échangée que le blé (7% de la production contre 20%) a très peu d'usages hors alimentation humaine. Mais elle joue un rôle considérable dans de nombreux pays qu'ils soient exportateurs (Thaïlande, Vietnam) ou importateurs (Philippines et nombreux pays d'Afrique). On a donc de plus en plus affaire à une crise spéculative, productrice de pénurie alors que les ressources sont presque suffisantes. Pendant ce temps, les consommateurs pauvres des pays producteurs ne peuvent s'alimenter suffisamment faute de pouvoir s'approvisionner : le prix du riz a doublé en 12 mois au Sri Lanka et en Côte d'Ivoire, a augmenté de 50 % en 2 mois aux Philippines; le prix du pain a doublé en un an au Tadjikistan au sein d'une Asie centrale elle aussi fortement touchée par la crise alimentaire. L'huile de palme, produit essentiel pour l'alimentation dans de nombreux pays est devenue elle aussi inaccessible, principalement en raison

de son usage énergétique. Ces hausses infondées pénalisent fortement les consommateurs et d'autant plus fortement que depuis plusieurs mois les niveaux de prix épuisent leurs ressources. Mais elles n'avantagent que faiblement la majorité des petits producteurs, du Sud notamment, les prix à la production augmentant beaucoup moins vite qu'à la consommation. Dans de nombreux cas la mauvaise organisation des circuits commerciaux entraîne un fort décalage entre ces deux prix.

Une telle situation alimentaire est à la fois source d'instabilité et d'accroissement de la pauvreté et de la mortalité. Elle amplifie la cassure entre pays riches et pays pauvres.

Une crise qui vient de loin

Cette crise ressemble davantage à une tempête provoquée par un dérèglement ancien du climat qu'à un coup de tonnerre dans un ciel serein. En repassant le film à l'envers on peut énoncer les explications suivantes :

Actuellement, la tendance à la hausse résulte avant tout de la spéculation financière sur titres et de la constitution de stocks soit au mieux de précaution, soit spéculatifs. Par exemple, l'annonce de la faiblesse des stocks de riz et l'arrêt de leurs exportations par quatre pays ont fait monter le prix de cette denrée de 31% sur les marchés de référence le 27 mars 2008. Cette spéculation⁵ sur les denrées agricoles est en plus amplifiée par la crise financière suite à celle des "subprimes", les "investisseurs" étant à la recherche d'autres sources juteuses et sûres au moins pour quelques semaines.

Toutefois, cette tendance à la hausse, marquée depuis 2007, est un fait. Ces hausses de prix ne proviennent que de façon marginale d'un facteur aléatoire : le facteur climatique, en l'occurrence les effets de plusieurs années de sécheresse en Australie et en Europe de l'Est ou de quelques inondations. Encore que, ces incidents météorologiques peuvent en partie s'expliquer par le réchauffement climatique, phénomène structurel et d'origine anthropique.

Les causes majeures résultent de choix préconisés depuis longtemps par les Etats et les agents privés. Alors que la crise s'accroît, rappelons qu'aujourd'hui, 854 millions de personnes souffrent de la faim (chiffre de la FAO) et que près de 2 milliards disposent d'une nourriture de qualité insuffisante, chiffres dramatiquement stables malgré (ou à cause) les Objectifs du millénaire pour le développement et autre "cycle" de négociations commerciales, outrageusement dénommé "du développement" (cycle de DOHA).

Ces choix récents (2004-2007) dont certains sont encore poursuivis (programmes de développement des agrocarburants notamment), ont amplifié, dans une situation alimentaire tendue, les conséquences des politiques menées depuis les années 1980 en matière de développement, de finance et de commerce. **Ces politiques et leurs conséquences étant connues, il suffit de les résumer :**

- **programmes d'ajustement structurel (PAS) du FMI et de la BM et leur corollaire d'abaissement des tarifs douaniers, de réduction des services publics et de suppression des outils de régulation ;**
- **incitation, y compris pour les pays non soumis aux PAS, aux cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, soumises à des désinvestissements massifs;**
- **arrêt de tous les organismes internationaux de régulation et maintien d'une grande volatilité des prix, rendant aléatoire toute politique publique et décision privée d'investissement ;**
- **endettement croissant entraînant la course aux devises ;**
- **développement des importations sous l'effet de l'abaissement des tarifs douaniers, des gains supérieurs de productivité dans les pays exportateurs avec pour certains des politiques publiques de dumping (subventions des USA et de l'UE).**
- **large place laissée aux firmes multinationales de l'agrochimie, de l'agroalimentaire et de la distribution, entraînant en parallèle avec les importations, une modification des techniques de production et des habitudes alimentaires, facteur supplémentaire d'importation et de crise des productions vivrières.**

Ces facteurs négatifs n'ont pas joué avec la même force et la même combinaison dans tous les pays. Leurs effets ont été redoutables pour un grand nombre de pays, ceux en crise aujourd'hui et souvent au détriment d'une partie des populations de pays moins touchés.

Ces politiques des années 80 et 90, se sont trouvées renforcées par les règles de l'OMC depuis 94 malgré le traitement "spécial et différencié" réservé aux pays en développement.

Les effets néfastes de ces politiques ne se retrouvent pas seulement dans la crise alimentaire actuelle. Ils ont de nombreux autres aspects : sociaux, écologiques et politiques ...

Un tout autre monde agricole et alimentaire est possible et nécessaire

Les solutions à la crise actuelle et plus globalement à la fragilité économique, sociale, écologique et politique de nombreux pays relèvent de nouvelles politiques internationales rendant possibles d'autres politiques nationales et régionales.

○ Intervenir rapidement et intelligemment

Il faut en effet trouver rapidement une solution à la grave situation alimentaire d'un très grand nombre de personnes tout en veillant à la mise en place des solutions à plus long terme. L'urgence est que chaque personne puisse accéder à une alimentation suffisante, c'est-à-dire permettant non seulement la survie mais aussi l'absence de carences durables. Il faut aussi éviter que cette crise amplifie la déstructuration des circuits commerciaux et les agricultures locales. Pour minimiser les effets pervers de l'aide alimentaire, il est, entre autres, essentiel de parvenir à ce que l'aide ne soit pas "liée", c'est-à-dire conditionnée à des contrats avec des entreprises des pays donateurs. Il faut tout faire pour permettre au PAM (Programme Alimentaire Mondial) de relever son défi qui est aussi celui de l'ensemble de la période : « *le défi est de trouver un équilibre entre se procurer de la nourriture et ne pas mettre en danger la sécurité alimentaire des pays concernés* ». On peut ajouter : ne pas mettre en danger les agricultures locales.

Pour cela, il faut que les pays disposant de ressources constituent des stocks et mettent en place avec le PAM et les pays en crise une série d'interventions ciblées et maîtrisées. Beaucoup de pays en crise ont déjà pris des mesures allant par exemple de l'intégration de pomme de terre dans le pain au Pérou à la taxation des prix intérieurs... La convocation d'une conférence internationale est urgente (ou de conférences spécialisées par produit) en lien avec des initiatives significatives de différents pays. L'UE devrait se situer en pointe dans ce dossier, par exemple en mettant à disposition des grains au prix de référence et plus globalement en cessant d'imposer dans le cadre d'accords bilatéraux ou bi-régionaux (comme les APE) des tarifs extérieurs aussi bas à ses partenaires.

○ D'autres mesures structurelles sont nécessaires et possibles immédiates :

L'OMC devrait décider d'arrêter les négociations du cycle de Doha pour remettre à plat les accords précédents en matière d'agriculture. Ce moratoire sur les négociations doit permettre de préparer d'autres accords ou d'amender les accords actuels sur la base de la souveraineté alimentaire ;

Les pays producteurs d'agrocarburants doivent remettre à disposition des circuits alimentaires une part croissante de la production utilisée pour l'énergie, jusqu'à, dans la majorité des cas, un arrêt complet au plus vite de ces programmes.

Les institutions financières (FMI, Banques centrales) seraient pour une fois bien inspirées si elles interdisaient l'inclusion de

produits alimentaires dans les fonds d'investissement. L'économiste en chef de la FAO propose de réguler l'accès des marchés de ces produits à ces fonds et de contrôler les intervenants. Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout au nom de la sécurité alimentaire et du principe que ces produits ne doivent pas être considérés comme des marchandises ordinaires ? Une telle décision marquerait le début d'un double retour salutaire, vers l'économie « réelle » et vers la primauté du politique sur l'économique.

Sur ce plan financier, l'annulation de la dette des pays pauvres doit être accélérée, les décisions récentes du G8 étant insuffisantes ou trop longues à se mettre en place.

○ Modifier radicalement les politiques et les règles internationales, pour permettre d'autres politiques nationales et régionales.

Les modalités techniques d'un accord sur l'agriculture semblent être pratiquement en place, en tous cas en ce qui concerne les pays riches et les pays agro-exportateurs (groupe de Cairns). Néanmoins, début mai, la signature d'un accord global du "Doha Round" semble politiquement encore très éloignée. Cette panne qui pourrait durer au moins 2 ans devrait être mise à profit pour réinventer d'autres règles à l'OMC et à l'ONU. Cette modification des règles doit s'inscrire dans un « nouvel ordre agricole mondial », élaboré avec les différentes forces concernées, sur la base des nombreuses critiques des politiques récentes et actuelles et des propositions déjà formulées par les organisations de la société civile, par des gouvernements et par des instances internationales.

Ce programme pourrait comporter trois volets principaux :

- **Modifications des accords commerciaux** concernant l'agriculture et renforcement des droits et des institutions de l'ONU,
 - **Organisation des échanges avec de nouveaux accords par produit** pour les principales productions (stocks, prix de référence, maîtrise des volumes).
 - **Favoriser d'autres politiques agricoles et alimentaires** par des règles et des aides adaptées aux agricultures familiales et à la préservation des ressources : valorisation des savoir-faire paysans, des potentiels locaux par des recherches et des appuis cohérents au renforcement des agricultures vivrières⁹ et à l'organisation des échanges internes. Il faut prendre au mot la Banque mondiale qui vient de proposer un "new deal" agricole pour lui imposer des choix autres que ceux qu'elle a proposés jusqu'ici, y compris dans son récent rapport sur l'agriculture.
- Sur un plan plus politique, nous dénonçons les discours¹⁰, soit hypocrites soit

nettement insuffisants, des responsables de la situation actuelle. Plus globalement, cette crise doit être l'occasion de développer nos critiques radicales sur les politiques actuelles des institutions internationales, de l'Europe et de la France et de faire avancer nos propositions avec les forces sociales alternatives. Pour cela, il faut construire une autre stratégie vis-à-vis de l'OMC et des instances onusiennes, en prenant en compte les convergences des deux crises actuelles du capitalisme, la crise financière et la crise alimentaire et leur inscription dans des crises plus anciennes et plus profondes : la crise sociale et la crise écologique ■

Michel BUISSON et
Emile RONCHON

Ce texte résulte pour une grande part d'une discussion au sein d'un groupe ATTAC/Confédération paysanne « politiques agricoles et souveraineté alimentaire » mais il n'engage que les signataires.

(1) L'indice du blé est passé de 200 en avril 2007 à 385 en janvier 2008, indice FAO ; celui du riz est passé de 330 à 390.

(2) Rappelons que le Mexique a dû "abandonner" sa production nationale pour importer du maïs états-unien dans le cadre de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA : accord entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique).

(3) L'indice FAO des prix de l'alimentation (base 100 = 1998-2000), stable en 2005, est passé de l'indice 120 à l'indice 140 en 2006, à l'indice 195 en 2007 pour atteindre déjà 220 en mars 2008. Cette hausse est principalement due à celles des céréales et des huiles et matière grasse, produit à la base de la ration calorique de la très grande majorité des hommes.

(4) Le Vietnam qui avait exporté du riz durant 9 mois en 2006, a limité ses exportations à 7 mois en 2007.

(5) L'impact précis des différents types de spéculation est difficile à cerner. Les contrats à terme, qui ne font pas varier les quantités physiques disponibles à un moment donné n'ont en principe pas d'effets sur le prix réel au comptant (prix spot) au moment de l'échange du produit. L'effet sur les prix de l'introduction de ces contrats dans les fonds d'investissement est, à notre connaissance, difficile à percevoir et sans doute indirect : cette introduction peut alors être perçue comme un indicateur de rareté par les négociants et les autres acteurs. Par contre la constitution, sur un marché déjà tendu, de stocks de denrée, au-delà des stocks normaux de sécurité ou de report, fait monter le prix en réduisant l'offre et en accroissant la demande "de précaution" des consommateurs.

(6) Souhaitons que la "cellule de crise" que vient de mettre en place l'ONU, se révèle efficace... et que, à cette occasion, cette institution et ses agences reprennent du pouvoir par rapport à l'OMC.

(7) Christine BERTHIAUME porte-parole du PAM à Genève, citée par *Libération*, 14/04

(8) Abdul Reza ABASSIAN dans une interview dans *Le temps* de Genève, citée par CI du 17 au 23/04.

(9) Le rapport de EISTAD approuvé par 59 gouvernements à Johannesburg le 12/04 (*Le Monde* du 16/04) va dans le bon sens et doit être immédiatement mis en œuvre par les organismes de recherche et les organisations internationales.

(10) A titre d'exemples, pour la première catégorie celui de Pascal LAMY devant la CNUCED ; pour la seconde, celui des quatre anciens ministres français de l'agriculture et celui du président de la FAO avec le DG de l'Agence Française du développement, discours qui par certains côtés relèvent aussi de la première catégorie, du fait des "oublis" de "nos" anciens ministres.

**Pour un mouvement politique alternatif, autogestionnaire,
écologiste, féministe, altermondialiste.
Pour la convergence des forces de la gauche de
transformation sociale.
Pour faire vivre la presse autogestionnaire
en 2008.**

je m'abonne à Rouge et Vert je rejoins les Alternatifs

[cochez la case correspondant à votre/vos réponse(s)]

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Courriel :

Ci-joint chèque de 40 euros à l'ordre de Rouge et Vert journal
Envoyez ce bulletin aux Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris



La "Révolution démocratique et culturelle" en butte à l'oligarchie

Ces dernières années, la Bolivie a vécu un cycle de luttes extrêmement importantes contre l'Empire et la logique capitaliste néolibérale.

L'accumulation de forces et d'expériences, d'une part, l'engagement institutionnel des mouvements sociaux via leur "instrument politique", de l'autre, ont permis d'entrevoir un changement. Les victoires d'Evo Morales et du Mouvement vers le socialisme (MAS) en décembre 2005 résultent indubitablement de cette conjonction. De l'émergence du mouvement cocalero dans les années 1980 à la crise de mai-juin 2005 sur la question de la loi sur les hydrocarbures, en passant par la "Guerre de l'eau" à Cochabamba en avril 2000 et la "Guerre du gaz" en octobre 2003, les mobilisations sociales ont exercé une influence indéniable et ont contribué grandement à ces victoires. Elles puisent également leurs racines dans les luttes qui permirent la "Révolution nationale" en 1952 (Cf. Un demi-siècle de luttes populaires).



L'indianisme, réactivé par le mouvement katariste dans les années 1970, a été repensé pour s'intégrer dans un projet politique global. Eloigné de toute conception

indigéniste, il se veut un facteur déterminant dans la construction d'une nation unie dans la diversité. Les multiples composantes de la population doivent se retrouver dans un contrat social qui reconnaîtrait les différentes cultures. (Cf. L'indianisme comme facteur déterminant du projet politique)

sociaux lors de la guerre du gaz en 2003, Evo Morales annonce dès le 1er mai 2006 la dite "nationalisation" des hydrocarbures et entreprend la renégociation des contrats avec les multinationales qui va aboutir en octobre de la même année. Les hydrocarbures redeviennent propriété de l'Etat en sous-sol et en surface. L'entreprise pétrolière publique (YPFB) est réactivée et joue un rôle dans la production et la commercialisation des ressources naturelles. Les multinationales doivent reverser 50% de leurs bénéfices à l'Etat contre 18 % ultérieurement.

L'objectif de 82 % prévu initialement a été revu à la baisse. La résistance des multinationales Petrobras (Brésil), Repsol (Espagne) et Total (France) et la pression exercée par les Etats ont eu raison du gouvernement. Le bras de fer a été très dur avec le gouvernement brésilien. Néanmoins, cette mesure permet au gouvernement de multiplier par quatre les ressources liées à l'exploitation des hydrocarbures et de mettre en place des politiques sociales (campagnes d'alphabétisation, de vaccinations, bourses

scolaires et, tout récemment, la retraite universelle pour les plus de 60 ans: la Renta Dignidad). Les recettes de l'Etat vont continuer à progresser fortement ces prochaines années grâce à cette mesure. Le contrôle du produit intérieur brut (PIB) par l'Etat est ainsi passé de 6% à 19%. L'objectif est de parvenir rapidement à 30%. Evo Morales a annoncé le 1er mai que l'Etat bolivien reprenait le contrôle de trois filiales pétrolières à capitaux étrangers et le retour dans le giron public de l'entreprise nationale de télécommunications (ENTEL) qui était gérée par la multinationale italienne Euro Telecom International.

Après les luttes de Cochabamba en 2000 et à El Alto en 2005 qui contestaient les concessions de la gestion de l'eau accordée à Betchel et à Suez-Lyonnaise des eaux, un ministère de l'eau a été créé pour la première fois en janvier 2006. Le 4 janvier 2007, la compagnie française a accepté de partir moyennant une indemnisation, elle a été remplacée par l'Entreprise publique (EP-SAS). Dans ces deux villes, les tarifs n'ont pas encore diminué et la modernisation des réseaux s'opère lentement. Le "contrôle social" sur la gestion des nouvelles entreprises publiques a quelques difficultés à s'exercer. Le Gouvernement n'a pas encore abrogé la loi qui permet l'entrée des multinationales dans le pays. A ce jour, comme le

Dans les années 1990, alors que le mouvement syndical indigène et paysan se renforce, la gauche se refuse toujours à accorder sa véritable place à ce mouvement, ce qui le conduit à créer son propre instrument politique et à se présenter seul aux élections. Mélant les références au marxisme, à l'indianisme et au nationalisme révolutionnaire, le MAS progresse rapidement jusqu'à devenir la principale force politique du pays (Cf. Le MAS : un instrument politique atypique).

Son leader, Evo Morales, passe du statut de syndicaliste cocalero à celui de Président de la République. Après cinq siècles de domination coloniale, puis impérialiste et néolibérale, c'est la première fois qu'un indien accède au pouvoir (Cf. Evo Morales : Biographie d'une lutte).

Au sein du MAS, très vite, il pense qu'une "alliance de classes" - entendu comme entente entre les classes populaires et les "classes moyennes" - est indispensable pour parvenir au pouvoir. Il se lie à Álvaro García Linera, sociologue influencé par Toni Negri et Pierre Bourdieu, ancien membre de l'Armée guerrillera Túpak katari (EGTK), représentant de la couche moyenne intellectuelle bolivienne (Cf. Álvaro García Linera, le "co-pilote" du Président)

Parvenu au pouvoir avec l'engagement de respecter "l'agenda d'octobre", plateforme revendicative rédigée par les mouvements

Ce dossier tente d'apporter des éclairages sur la situation actuelle en Bolivie. La délégation des Alternatifs qui s'est rendue dans ce pays en mars dernier a pu s'entretenir avec de nombreux-ses militant-e-s syndicaux, féministes, politiques, acteur-trice-s de mouvements sociaux, ce lui a permis d'appréhender le contexte social et politique et les transformations en cours en Bolivie. Faute de place et de temps, la retranscription exhaustive des différents aspects et du contenu de toutes ces rencontres n'a pas été possible. Les rédacteurs ont donc privilégié certains thèmes, forcément réducteurs, mais qui permettent néanmoins d'avoir une vision d'ensemble du processus en cours. Les articles ne sont ni référencés, ni annotés mais la bibliographie, le glossaire et la présentation du pays permettent de se repérer et de trouver des informations complémentaires.

□ Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA)

L'Alternative Bolivarienne pour les Amériques est née à La Havane en avril 2005 suite à une initiative du président vénézuélien Hugo Chávez. L'ALBA entend se baser sur les principes de solidarité, de coopération et de complémentarité. Elle se présente comme une alternative au projet de Zone de libre-échange des Amériques lancé par les Etats-Unis (ZLEA ou ALCA). Elle a notamment créé Telesur, Petrosur et impulsé BancoSur la Banque du Sud. Elle regroupe la Bolivie, Cuba, l'Equateur, le Nicaragua et le Venezuela.

□ Altiplano

Haut plateau andin de l'ouest de la Bolivie et du sud-est du Pérou.

□ Banque Interaméricaine de Développement (BID)

Institution financière régionale créée en 1959 pour promouvoir le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Elle compte 46 membres : 26 d'Amérique latine et des Caraïbes, les Etats-Unis, le Canada et 18 pays extrarégionaux. Sa plus grande autorité est l'Assemblée de gouverneurs formée des ministres des Finances de chaque pays.

□ Banque mondiale

Créée en 1944 à Bretton Woods dans le cadre du nouveau système monétaire international, la Banque possède un capital apporté par les pays membres et surtout emprunte sur les marchés internationaux de capitaux. La Banque finance des projets sectoriels, publics ou privés, à destination des pays du Tiers Monde et de l'ex-bloc soviétique. Elle se compose des cinq filiales suivantes : 1° La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ; 2° L'Association internationale pour le développement (AID) ; 3° La Société financière internationale (SFI) ; 4° Le Centre international de règlements des différends relatifs aux investissements (CIRDI) gère les conflits d'intérêts ; 5° L'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI).

□ Banque du Sud :

Projet proposé par le président vénézuélien Hugo Chavez de création d'une banque internationale du Sud, regroupant notamment les membres du Mercosur, pour construire une plus grande autonomie financière des pays de la région par rapport aux sources de financement traditionnelles du Nord et des institutions financières internationales.

□ Banzer, Hugo

Le bolivien Hugo Banzer a pris le pouvoir en 1971 par un coup d'Etat et y est resté jusqu'en 1978, instaurant un régime dictatorial et répressif. Il reprendra démocratiquement, après un scrutin

déplore la Coordination de l'eau, seize projets de loi ont été rédigés mais aucun n'a encore été présenté au Parlement.

Autre engagement vis-à-vis de "l'agenda d'octobre", l'Assemblée Constituante a tardé à se mettre en place. Les élections ont eu lieu en juillet 2006, elles ont été remportées par le MAS qui a obtenu 137 sièges sur 255. Mais la droite défaite à deux reprises, repliée dans les départements de l'est du pays, l'Oriente, a mené une guerre de résistance, elle n'a eu de cesse d'entraver les travaux et n'a pas hésité à utiliser la violence physique. (Cf. La nouvelle Constitution : un accouchement aux forceps)

Si le texte constitutionnel est conforme aux attentes des mouvements sociaux, il n'a pas encore pu être soumis à un référendum populaire. La date initiale du 4 mai 2008 a été repoussée par la Cour nationale électorale. Le texte introduit de profonds changements et il est novateur dans beaucoup d'aspects mais il doit être adopté. (Cf. un projet constitutionnel de rupture)

Face à tous ces projets, l'oligarchie, soutenue par une partie importante de la droite, mène une bataille sur l'autonomie voire le séparatisme. Le département de Santa Cruz, qu'elle contrôle a organisé un référendum avec l'assentiment de la Maison Blanche mais qui a été reconnu illégal par l'Organisation des Etats Américains (OEA). Mais derrière cette revendication, il faut voir principalement une opposition féroce à la réforme agraire et un refus de toute solidarité avec les populations indiennes de l'Altiplano. Le jour de la ratification de la nouvelle Constitution, les citoyens devront se prononcer sur la récupération des terres par l'Etat au-delà de cinq mille ou dix mille hectares (17 familles contrôlent 512 000 hectares).

De même, en réaction à une limitation transitoire des exportations agricoles, l'oligarchie a décidé d'engager une « guerre économique » en créant la pénurie sur des produits de base et en provoquant de l'inflation, qui n'est pas sans rappeler de mauvais souvenirs pour les populations urbaines. Le traumatisme de l'inflation du début des années 1980 sous un gouvernement progressiste est resté gravé dans les mémoires.

Pays producteur de la feuille de coca, la Bolivie est mise au ban des nations par la Convention de Vienne. Base de la cocaïne, la plante est l'objet d'une politique d'éradication principalement de la part des Etats-Unis depuis une vingtaine d'années. Mais derrière cette stratégie agressive de Washington se cachent bien d'autres enjeux. Ancien leader cocalero, le président bolivien développe une autre stratégie qui consisterait à produire de nombreux dérivés à partir de la feuille sacrée des Andes, dont les vertus physiologiques ne sont plus à démontrer. (Cf. La coca : source de discorde)

Le développement de l'exploitation des ressources naturelles et de l'appareil productif permet de générer de l'emploi et des subsides pour l'Etat et donc de financer des politiques sociales mais cette logique productiviste n'est pas sans conséquence pour l'environnement. Si la Bolivie a pris des décisions courageu-

ses sur la préservation de la biodiversité, de l'eau, l'interdiction des OGM, certains choix politiques parfois contraints comportent indiscutablement des risques.

Le modèle de développement doit être interrogé même s'il repose sur des intentions louables. (Cf. Un type de développement aux conséquences environnementales prévisibles).

Enfin, le gouvernement d'Evo Morales a engagé une politique extérieure multilatérale qui rompt totalement avec ses prédécesseurs. S'il a maintenu les relations commerciales avec la Communauté andine des nations (CAN) et



R.C

le Mercosur, la Bolivie a tout de suite intégré l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) et a refusé de signer un accord de libre échange avec les Etats-Unis. Tout en diversifiant ses interlocuteurs, Evo Morales est proche de ses homologues : Chávez (Venezuela), Correa (Equateur), Castro (Cuba) et a développé des relations avec les pays émergents du Sud (Cf. Une politique extérieure multilatérale).

Plus de deux années après leur arrivée au pouvoir, le MAS et Evo Morales ont indiscutablement engagé des réformes et un processus de changement dans le pays. Ils ont respecté leurs promesses. Ils ne puisent pas leur inspiration dans telle ou telle idéologie, leur action se caractérise surtout par un grand pragmatisme. Ils entendent construire un Etat fort pour reconquérir une souveraineté nationale et orienter l'activité économique. S'ils répondent aux attentes de leur base paysanne et indigène, une partie des couches moyennes urbaines, qui ont soutenu leur arrivée au pouvoir commence à s'en détourner et à manifester son mécontentement.

Les dirigeants vont devoir en tenir compte pour éviter quelques déconvenues. La droite a engagé un bras de fer avec le pouvoir dont on ne sait pas quelle sera l'issue. Si sa volonté de séparatisme se concrétisait, elle aurait des répercussions sur l'ensemble de l'Amérique latine. Le séparatisme est devenu la principale arme de l'Empire états-unien et celui-ci n'hésite pas à le soutenir financièrement. Le processus de changement reste donc fragile mais le pouvoir peut compter sur une base sociale solide, toujours prompte à se mobiliser pour défendre les premiers acquis de la "Révolution démocratique et culturelle". Pour réussir, les dirigeants boliviens devront éviter quelques écueils. ■

Richard NEUVILLE et
Rémy QUERBOUET

Un demi-siècle de luttes populaires

La victoire d'Evo Morales en décembre 2005 marque un changement notable dans l'histoire de la Bolivie. Pour la première fois un indien accède au pouvoir. Il s'agit d'une rupture fondamentale après cinq siècles de domination coloniale, impérialiste, oligarchique et néolibérale qui n'ont eu de cesse de piller les ressources naturelles du pays. Evo Morales hérite d'un pays ruiné où l'Etat n'existe pratiquement plus et dans lequel - pour reprendre une expression locale - jusqu'aux cendriers des ministères ont disparu. La Bolivie était devenue un paradis pour les banques, les multinationales et les familles de grands propriétaires, agroindustrielles et entreprises des mines. La victoire du *Mouvement vers le socialisme - Instrument politique pour la souveraineté des peuples* (MAS-IPSP) intervient après un cycle de luttes contre les recettes néolibérales mais puise également son origine dans les luttes qui permirent la Révolution Nationale de 1952. Certes les références ont changé, on invoque plus volontiers le chef indigène Túpac Katari, qui combattit les colonisateurs espagnols en 1780 que Marx ou Marcelo Quiroga Santa Cruz, dirigeant socialiste des années soixante-dix, et les acteurs ne sont plus les mineurs mais les paysans indigènes. Cependant les protagonistes actuels semblent animés par le même leitmotiv, le mouvement populaire bolivien s'appuie sur un nationalisme anti-impérialiste qui vise aussi bien les Etats-Unis que les oligarchies locales. Un bref retour sur un demi-siècle de luttes s'impose pour mieux comprendre le processus du changement.

1952 - 1985 : De la Révolution Nationale à l'émergence de nouvelles formes d'organisation

A la veille de la Révolution Nationale, le mouvement ouvrier n'est pas réellement parvenu à se structurer et ne dispose pas de représentation homogène dans la sphère politique. Seuls deux courants, les trotskystes du *Parti ouvrier révolutionnaire* (POR) et un courant nationaliste, le *Mouvement national révolutionnaire* (MNR) parviennent à exercer une influence.

Le 9 avril 1952, Le MNR tente de prendre le pouvoir par la voie insurrectionnelle. Il est soutenu par les forces de police et les milices du *Movimiento* et grâce à l'implication de groupes d'ouvriers à La Paz et des syndicats de mineurs qui bloquent le pays, la Révolution Nationale se réalise. Le 17 avril 1952, la *Centrale ouvrière bolivienne* (COB) est créée. Le prolétariat dispose enfin d'une structure syndicale nationale qui décide d'intégrer le gouvernement. La révolution est conduite par une alliance entre la petite bourgeoisie et la représentation ouvrière. Le nouveau pouvoir reprend les revendications des ouvriers et paysans, il décrète la nationalisation des mines en octobre 1952 et la réforme agraire en août 1953.

A partir des années 60, le MNR entre en crise avec, d'un côté, ceux qui souhaitent l'approfondissement du processus révolutionnaire et, de l'autre, ceux qui entendent se montrer conciliants avec les Etats-Unis et qui n'hésitent pas à réprimer le mouvement ouvrier. L'aile gauche, influencée par la COB créée en 1963 le *Parti révolutionnaire de la gauche nationale* (PRIN).

Le 2 novembre 1964, le général Barrientos prend le pouvoir lors d'un coup d'Etat. Le mouvement ouvrier fortement réprimé entre dans une phase de crise et se désorganise. Le mouvement paysan apporte son soutien à la dictature qui promet la poursuite de la réforme agraire. De même, le 6 octobre 1970, la COB soutient le coup d'Etat de Juan José Torres, un général nationaliste et met en place l'*Assemblée populaire*, forme de pouvoir indépendant, qui conteste la légitimité de l'appareil d'Etat créé en 1952. Avec le soutien des Etats-Unis, le général Hugo Banzer met fin à l'une des plus riches expériences du mouvement ouvrier bolivien le 21 août 1971. La gauche est contrainte d'entrer dans la clandestinité et le mouvement paysan, qui jusqu'alors s'était adapté aux différents pouvoirs, se réorganise et se revendique du « Katarisme » en référence à Túpac Katari.

En novembre 1977, face aux luttes de la COB et de la paysannerie mais également aux amicales pressions des Etats-Unis, Banzer accepte de convoquer des élections démocratiques. Mais la victoire de l'*Unité démocratique et populaire* (UDP) est annulée par la nouvelle dictature du général Luis García Meza. L'UDP revient au pouvoir en 1982. La situation économique est alarmante en raison notamment de l'hyperinflation. La COB revendique le contrôle ouvrier des principales entreprises publiques mais le gouvernement refuse de lui concéder. L'UDP perd les élections de 1985 et c'est Paz Estenssoro (MNR), figure emblématique de la Révolution de 1952 qui dirige le nouveau gouvernement. Mais le MNR s'est depuis rallié au diktat du mal nommé « Consensus de Washington » et n'hésite pas à pactiser avec Banzer qui a créé le parti, l'*Action démocratique nationaliste* (ADN). C'est le début d'une phase de vingt années de réformes néolibérales brutales en Bolivie.

1985 - 2005 : L'accumulation de forces en résistance au modèle néolibéral

L'année 1985 représente un changement de conjoncture important pour la gauche bolivienne : les privatisations et le démantèlement des entreprises d'Etat entraînent des licenciements massifs et affectent particulièrement les bases militantes de la COB. Vingt mille mineurs sont licenciés et la marche qu'ils entreprennent en 1986 est durement réprimée. Une grande majorité est contrainte de s'exiler et rejoint les centres

électorale, la tête de l'Etat bolivien en 1997. Sa santé l'obligera à écourter son mandat en 2001. Il décèdera en mai 2002.

□ Consensus de Washington

L'expression « Consensus de Washington » est due à J. Williamson (1991). Ce dernier a recensé dix mesures, qui demeurent d'actualité, appliquées aux pays en développement et constituant le paradigme à partir duquel les politiques de développement sont pensées depuis une vingtaine d'années.

1. la discipline budgétaire. Les déficits budgétaires engendrent inflation et fuite des capitaux ;
 2. La réforme fiscale. Le système fiscal doit tendre à avoir l'assiette la plus large et des taux marginaux de prélèvement modérés ;
 3. La politique monétaire doit conduire à des taux d'intérêt positifs et rémunérateurs en termes réels. Les taux doivent être réglementés pour décourager la fuite des capitaux et stimuler l'épargne ;
 4. Le taux de change doit être flexible, compétitif et favoriser l'accumulation d'excédents commerciaux ;
 5. La politique commerciale. Ouverture et libéralisation des importations. Les restrictions quantitatives doivent être éliminées et les droits de douane modérés ;
 6. L'investissement direct étranger ne doit subir aucune entrave à l'entrée (politique d'attractivité) ;
 7. La privatisation ;
 8. La dérégulation : levée des différentes réglementation sur l'investissement, les prix, le crédit et suppression des rentes de situations ou institutionnelles ;
 9. la suppression des subventions publiques aux activités productives au profit des seules activités sociales et éducatives ;
 10. La promotion des droits de propriété.
- Source : Mehdi Abbas (« La CNUCED XI : du consensus de Washington au consensus de Sao Paulo ») (Chronique n°21, Observatoire des Amériques, juillet 2004.

□ Centrale Ouvrière Bolivienne (COB)

Créée en 1952 dans les jours qui ont suivis la « Révolution nationale », la centrale participe au gouvernement aux côtés du MNR. Elle a longtemps eu une influence importante au sein du mouvement ouvrier bolivien. Elle a principalement organisé les mineurs. Maintenant des positions très classistes, elle a vu son influence décroître fortement depuis la purge néolibérale des années 80. Elle a joué un rôle non négligeable lors la « guerre du gaz ». Elle est principalement contrôlée par le POR et le PC bolivien.

□ Comités civiques

Ils regroupent les organisations sociales, syndicales (sur des bases corporatistes) et patronales d'un département. Ils sont contrôlés principalement par la droite et l'oligarchie. Principalement organisés sur les départements de l'Orient, ils sont les fers de lance de l'opposition au

GLOSSAIRE

gouvernement d'Evo Morales et de la volonté sécessionniste. Les comités civiques sont très agressifs dans les départements du Beni, du Pando, de Santa Cruz et de Tarija. A Santa Cruz, ils n'hésitent pas à faire intervenir les troupes de choc de l'Union des Jeunesses (UJC) pour agresser les rassemblements indigènes et sociaux.

□ Communauté Andine des Nations (CAN)

Selon le dictionnaire des termes commerciaux du Système d'information sur le commerce extérieur de l'Organisation des Etats américains (OEA), la Communauté andine des nations est : « Anciennement connue sous le nom de Groupe andin (établi en 1969) et de Marché commun andin, la Communauté andine (CAN) est une organisation sous-régionale formée de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela, ainsi que des organes et institutions faisant partie du Système andin d'intégration (SAI). Les objectifs clés de la Communauté andine consistent à promouvoir le développement équilibré et harmonieux des pays membres dans des conditions équitables, à stimuler la croissance par l'entremise de l'intégration et de la coopération économique et sociale, à améliorer la participation au processus d'intégration régionale en vue de concrétiser la formation progressive d'un marché commun latino-américain et à rechercher une amélioration des conditions de vie de leurs habitants. »

urbains tels qu'El Alto en grossissant le secteur informel ou s'installe dans les zones de production de la coca (les Yungas et le Chapare).

En 1979, le mouvement paysan se réorganise et crée la *Confédération syndicale unifiée des travailleurs paysans de Bolivie* (CSUTCB). Les syndicats de *cocaleros* vont rapidement jouer un rôle important en résistant activement contre les politiques d'éradication de la coca. La gauche se refuse toujours à donner toute sa place à la paysannerie. En 1995, les organisations paysannes et indigènes décident donc de créer leur propre instrument politique sous le nom d'*Assemblée pour la souveraineté des peuples* (ASP). Cette nouvelle organisation repose sur les confédérations syndicales du monde rural. En 1999, le MAS-IPSP succédera à cette organisation en développant un discours anti-impérialiste dirigé à la fois contre les Etats-Unis et contre la classe politique bolivienne.

La « guerre de l'eau » à Cochabamba en 2000 permet la popularisation de ce nationalisme indigène en milieu urbain. A partir de cette date, les soulèvements populaires se multiplient contre les politiques néolibérales et les multinationales qui bénéficient de cette politique. Ce n'est plus la COB qui joue un rôle important dans ces mobilisations mais de nouveaux acteurs comme la *Coordinadora del Agua* à Cochabamba ou la FEJUVE (Fédération de comités de quartier) à El Alto en février 2005, contre la compagnie Aguas del Illimani (propriété de Suez-Lyonnaise des eaux).

La « guerre du gaz » en octobre 2003 contribue à renforcer ce néo-nationalisme dans les villes. Le refus de toute exportation de gaz vers la Californie à travers un gazoduc passant par le Chili entraîne une mobilisation populaire impulsée par les organisations de la ville de El Alto, telles la FEJUVE et la COR (Centrale ouvrière régionale) en lien avec les organisations paysannes de l'Altiplano. Une plateforme revendicative propre aux mouvements sociaux

connue sous le nom de « l'agenda d'octobre » est élaborée, elle exige la nationalisation du gaz et la convocation d'une Assemblée constituante. Les journées d'octobre marquent une rupture avec le système politique bolivien en place et la forte répression (près de 60 morts) contraint Gonzalo Sánchez de Lozada à la fuite pour Miami.

En mai-juin 2005 une nouvelle crise éclate suite au refus du successeur de Gonzalo Sánchez de Lozada, Carlos Mesa, de promulguer une loi votée par le Congrès permettant la renégociation de contrats avec les multinationales qui exploitent les hydrocarbures. Dès lors, le pouvoir se voit contraint d'organiser des élections dans les six mois. Elles se dérouleront en décembre 2005.

La victoire d'Evo Morales et du MAS résulte d'une accumulation de luttes populaires et d'une radicalisation sociale importante qui ont fini de décrédibiliser la classe dirigeante. Après la seconde place obtenue de justesse en juin 2002, Evo Morales accède au pouvoir avec l'engagement de mettre en oeuvre « l'agenda d'octobre ». Cette victoire est devenue possible avec le ralliement des « classes moyennes urbaines » et notamment de nombreux intellectuels venus de la gauche marxiste et nationaliste, à l'image du Vice-président, Álvaro García Linera.

RN

D'après un article d'Hervé DO ALTO « *De la Révolution Nationale à la victoire d'Evo Morales, retour sur un demi-siècle de luttes en Bolivie populaire (1952-2007)* », paru dans *Actuel Marx*, n°42, octobre 2007, p.84-96. (Avec l'aimable autorisation de l'auteur).



LE MAS : UN INSTRUMENT POLITIQUE

Le Mouvement vers le socialisme (MAS) a été créé officiellement en 1999 (année de sa reconnaissance par la Cour nationale électorale) sous la personnalité juridique de MAS-IPSP (Instrument politique pour la souveraineté des peuples). Il s'agit donc d'un parti récent mais qui s'inscrit cependant dans un temps assez long. Il faisait suite à l'Assemblée pour la souveraineté des peuples (ASP) créée en 1995. Il se définit comme un « parti-mouvement » et une fédération de mouvements sociaux.

C'est à partir des années 1980 que le syndicalisme paysan et notamment *cocalero* apparaît comme une force de grande importance sur la scène sociale et politique bolivienne. La mise en place des politiques d'ajustements structurels par le Mouvement national révolutionnaire (MNR) contribue au démantèlement du syndicalisme ouvrier et à sa reconversion qui s'oriente vers les milieux paysans et *cocaleros* des régions des Yungas et du Chapare. C'est dans les

régions productrices que s'organise et se renforce le syndicalisme paysan, avec la montée en puissance de la Confédération syndicale unifiée des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB) qui parvient à unifier les différentes organisations syndicales paysannes en 1979. Dans les années 1990, la promulgation de plusieurs lois sur la régulation de la coca par le gouvernement bolivien, sous la pression des Etats-Unis, renforce le sentiment anti-impérialiste des paysans. De nombreuses mobilisations sont organisées comme des blocages de routes et des marches qui contribuent à renforcer les solidarités entre les milieux ruraux et indiens.

La thématique ethnique prend une place de plus en plus importante dans le discours *cocalero*. La défense de la terre et de la feuille de coca devient une revendication identitaire et ethnique. Evo Morales, devenu leader du parti, illustre bien cette double affiliation, *cocalero* et aymara. Les paysans indigènes ne sont pas réellement reconnus par la

gauche et, d'un point de vue institutionnel, c'est ce qui les conduit à créer leur propre instrument politique. Pensé comme une véritable fédération des mouvements sociaux avec un lien organique, le MAS est l'instrument censé les représenter.

Sa création permet de fédérer des organisations indiennes andines, comme les Quechuas et les Aymaras, les indiens d'Amazonie (une trentaine d'ethnies) et les Guaranis au Sud. Quatre organisations participent à l'acte fondateur du MAS : la CSUTCB, la Confédération des colonisateurs (CSCB), la Confédération des peuples indigènes de Bolivie (CIDOB) et la Fédération nationale des femmes paysannes de Bolivie – Bartolina Sisa (FNMCB-BS).

Les références idéologiques du MAS sont diverses, elles reposent sur une articulation complexe entre marxisme, indianisme et nationalisme révolutionnaire. Inspiré par le discours katariste, il s'agit d'en finir avec la double oppression : ethnique et de classe, de

L'Indianisme" comme facteur déterminant du projet politique

Selon les estimations et les critères retenus, la proportion d'indigènes oscille entre 55% et 62% de la population bolivienne. Le recensement réalisé en 2001 par l'anthropologue bolivien Xavier Albó est le plus communément retenu car il s'appuie notamment sur la dimension historique et culturelle. Il a cependant été l'objet de nombreuses polémiques car il écarte les catégories "métisse", "créole" ou "afro-bolivienne" et remet en cause les fondements de l'identité bolivienne qui prévalaient depuis un demi-siècle et qui écartaient tout clivage ethnique ou de classes. Au-delà de toute polémique, 62% des boliviens se déclarent "indigènes". L'étude a dénombré 30% de Quechuas, 25% d'Aymaras qui sont les deux groupes les plus importants et vivent sur l'Altiplano, on trouve ensuite les Chiquitanos (2,2%) et les Guaranis (1,5%) au sud du pays et enfin 32 "groupes ethniques" représentant chacun moins de 1% de la population dans la partie amazonienne de la Bolivie. Bien que majoritaires dans le pays, les "indigènes" ont depuis cinq siècles toujours été dominés et écartés du pouvoir. Pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie, un président d'origine indigène, Evo Morales, a été élu le 18 décembre 2005. L'"indianisme" - qui a émergé dans les années 1970 sous la bannière du katarisme - a probablement joué un rôle non négligeable dans cette victoire et a contribué à redéfinir le rôle et l'influence que les populations "indigènes" pouvaient exercer dans une perspective de reconnaissance et de transformation sociale.

L'événement annonçait l'amorce d'un changement profond de la vie politique, économique et

sociale de la Bolivie. Pour le nouveau président et son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS), il s'agit de bâtir une nouvelle nation où tous les hommes seraient égaux dans la diversité de leurs origines ethniques, de leurs langues, de leurs coutumes et de leurs croyances et ainsi rompre avec l'attitude qui a prévalu depuis la colonisation qui considérait les Indiens comme des êtres inférieurs. Il s'agit aussi d'assurer la base économique de la nouvelle Bolivie et une "vie digne" pour tous ses citoyens en recouvrant la souveraineté sur les ressources naturelles.

Le MAS entend lutter contre la persistance du vieil esprit colonial, la ségrégation raciale et rompre avec le modèle économique néolibéral : privatisation des entreprises nationales suivies de licenciements massifs, hausse du coût de la vie, arrêt de la réforme agraire et concentration des terres au profit des grandes exploitations agro-industrielles, saccage de la forêt subtropicale pour l'exploitation des bois et le développement de l'élevage, destruction de l'environnement et de l'habitat des peuples indigènes de la forêt...

En effet, les "indigènes", n'ont jamais accepté le joug des vainqueurs, que ce soit sous l'empire Inca, la colonisation espagnole ou sous la république indépendante, qui n'était que la continuation du système politico-économique de la colonie. Au cours des dernières décennies, il faut d'abord mentionner le "réveil" aymara des années 1970 qui, en quelque sorte, prépara la création du MAS. A cette époque, paraissent les premiers partis politiques aymaras : le Mouvement révolutionnaire Túpac Katari (MRTK) et le Mouvement indien Túpac Katari (MITKA), tous deux se réfèrent à Túpac Katari, le héros aymara du grand soulèvement des années 1780-1782. Ces partis dénonçaient l'exploitation économique, l'oppression culturelle et la discrimination raciale dont étaient victimes les peuples autochtones. Ils revendiquaient leurs traditions et leurs cultures, la démocratie communautaire et l'autonomie. Ils ont participé à quelques élections, obtenu quelques élus et ont pu ainsi mettre en exergue les thèmes de la renaissance et les revendications ethniques.

A la fin des années 1970, les "kataristes" exercent une influence sur la Confédération syndicale unifiée des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB), organisation qui rompt avec la mainmise des militaires sur le monde paysan. A la fin des années 1990, l'Aymara Felipe Quispe Huanca, accède à la tête de la Confédération paysanne. Associé à des secteurs de la gauche urbaine, alors dirigés par Álvaro García Linera (vice-président de la République), il a participé à la formation de foyers de lutte armée de style cubain dont les chefs furent emprisonnés.

A sa sortie de prison Felipe Quispe créa le Mouvement indien pachakuti (MIP) et lance le projet d'une république aymara indépendante.

De leur côté, les peuples autochtones de la vaste zone amazonienne - quelque 800 000

GLOSSAIRE

□ Communauté sud-américaine des nations (CSN)

Sorte de fusion élargie du Mercosur et du pacte andin, la Communauté Sud-américaine des Nations (CSN), lancée à Cuzco en décembre 2004, comprend l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Venezuela, la Colombie, le Pérou, l'Equateur, le Surinam, l'Uruguay, la Guyane, le Chili et le Paraguay. Elle a été remplacée par l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR), en avril 2007 au cours du Sommet énergétique sud-américain.

□ Confédération syndicale unifiée des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB) :

Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia. La Confédération syndicale unifiée des travailleurs paysans de Bolivie s'est constituée en 1979 et a été légalisée en 1985. C'est la principale organisation syndicale des peuples indigènes Quechuas, Aymaras, Tupi Guaraniés et des travailleurs paysans. Elle est affiliée à Centrale ouvrière bolivienne. La CSUTCB est une organisation reconnue en Bolivie et internationalement. Elle est adhérente de Via Campesina. Elle a une capacité de mobilisation très importante. Elle a obtenu sa légitimité dans la lutte. Elle appartient aux 4 organisations fondatrices du MAS, au sein duquel elle exerce une grande influence. Ses responsables estiment que l'organisation défend les intérêts de 4 millions de personnes en Bolivie, soit plus de 40 % de la population.

□ Doctrine Monroe

Le 2 décembre 1823, le président James Monroe énonce la doctrine qui portera son nom et fixera pour un siècle et demi les fondements de la diplomatie américaine. Dans un long discours en apparence décousu, il interpelle directement les puissances européennes. Il leur déclare :

1) Les États-Unis ayant reconnu l'année précédente l'indépendance des nouvelles républiques latino-américaines, l'Amérique du nord et l'Amérique du sud ne sont plus ouvertes à la colonisation européenne.

2) Les États-Unis regarderont toute intervention de leur part dans les affaires du continent américain comme une menace pour leur sécurité et pour la paix.

3) En contrepartie, les États-Unis n'interviendront jamais dans les affaires européennes. La doctrine de Monroe se résume en définitive comme suit : « l'Amérique aux Américains ».

□ Drug Enforcement Administration (DEA)

La DEA est l'agence de lutte contre la drogue du département de la Justice du

E ATYPIQUE

valoriser l'indianité dans un projet multiculturel et de retrouver une souveraineté nationale. Plus que la classe, c'est le peuple qui occupe une place centrale, un peuple défini comme une sorte d'alliance de classes pour s'opposer à l'oligarchie. Le tandem au pouvoir avec Evo Morales et Álvaro García Linera symbolise bien cette alliance. L'idée de nation s'exprime dans le rejet du néolibéralisme et de l'impérialisme qui structure le discours des dirigeants du MAS. Il s'agit de rétablir le contrôle de l'Etat sur les ressources naturelles et les services publics.

Se démarquant de la forme « classique » de parti, le MAS se caractérise surtout par son originalité dans son fonctionnement, sa structure et ses références idéologiques. Conçu comme un instrument politique de masse, il est rapidement parvenu à conquérir le pouvoir par la voie électorale pour engager une transformation sociale de la nation bolivienne. Son articulation avec des mouvements sociaux permet un contrôle de l'exercice du pouvoir et de peser sur les choix fondamentaux. ■

gouvernement des Etats-Unis. Elle est active au niveau national et international. Elle joue un rôle majeur dans ladite guerre contre la drogue des Etats-Uniens en Colombie, au Pérou ou encore en Bolivie.

□ L'Armée guérillera Túpac Katari (EGTK)

L'Armée guérillera Túpac Katari - Ejército Guerrillero Túpac Katari (EGTK) du nom du leader un soulèvement indigène à la fin du 18^e siècle, était une guérilla bolivienne. Elle est née au début des années 90. En faisant partie le célèbre dirigeant indigène Felipe Quispe et l'actuel vice-président bolivien Alvaro García Linera.

□ El Alto

Ville de 800 000 habitants, située sur l'Altiplano au dessus de La Paz. C'est la banlieue pauvre de La Paz. Elle est peuplée à 90 % d'indiens aymaras.

□ FEJUVE,

Federación de Juntas Vecinales, est la fédération des comités de quartier du pays. C'est une organisation très puissante, indépendante du pouvoir et du MAS. Elle exerce une très forte influence de la ville de El Alto. Elle a joué un rôle important lors des mobilisations d'octobre 2003 et de mai 2005.

□ Fonds Monétaire International (FMI)

Le Fonds Monétaire International (FMI) est né le même jour que la Banque mondiale avec la signature des Accords de Bretton Woods (1944). A l'origine, le rôle du FMI était de défendre le nouveau système de changes fixes. A la fin de Bretton Woods (1971), le FMI est maintenu et se révèle petit à petit le gendarme et le pompier du capitalisme mondialisé : gendarme lorsqu'il impose ses programmes d'ajustement structurels, pompier lorsqu'il intervient financièrement pour renflouer des Etats touchés par une crise financière.

□ Garcia Linera, Álvaro

Mathématicien et sociologue, il fut l'un des piliers de l'Armée guérillera Túpac Katari (EGTK). Il est depuis janvier 2006 vice-président de la Bolivie. (cf. article Le copilote du Président)

□ Guerre du Pacifique

La guerre du Pacifique fut un conflit armé qui opposa le Chili au Pérou et à la Bolivie entre 1879 et 1884. Cette guerre fit perdre à la Bolivie son unique accès à la mer. Le Pérou, quant à lui, perdit la province de Tarapacá. Ces deux territoires font, depuis la fin de la guerre, parties du territoire chilien. Depuis la fin de cette guerre en 1879, il existe un assez fort sentiment anti-chilien en Bolivie, sentiment alimenté par chaque nouveau débat sur un accès bolivien à la mer.



personnes - confrontés depuis longtemps à la réquisition de leurs terres par les grands propriétaires de l'agro industrie et de l'élevage extensif créent la Confédération des peuples indi-

gènes de Bolivie (CIDOB) pour la défense et la reconnaissance des droits des peuples originaires.

En 1992, le cinquantième centenaire de la colonisation espagnole et la campagne *500 ans de résistance* sont pour tous les peuples originaires l'occasion de redécouvrir les civilisations précolombiennes dont ils sont les descendants et de demander la reconnaissance de leurs droits.

Le coup de génie d'Evo Morales, à la tête des syndicats des cocaleros, est alors de sentir que les temps ont changé et de parvenir à rassembler les diverses organisations paysannes et indigènes pour jeter les bases d'une nouvelle organisation populaire. Le MAS et ses multiples composantes s'engagent rapidement sur la voie de la conquête directe du pouvoir en participant aux élections. Une nouveauté qui, comme le note Álvaro García Linera, marque *«une rupture avec les stratégies antérieures»*. Auparavant, les syndicats et mouvements sociaux ne servaient que *«d'échelles politiques»* aux partis luttant pour le pouvoir et le parti victorieux oubliait ces mouvements et leurs revendications dès le soir des élections.

L'auto représentation des populations et des classes oubliées devient l'un des axes centraux de ce qu'on appelle l'*«evismo»*, néologisme formé à partir de Evo, qui n'est pas une doctrine mais un ensemble de mesures et de démarches pragmatiques dictées par les circonstances. La reconnaissance de la réalité *«indigène»* devient prégnante. Qu'ils soient Quechuas, Aymaras, Guaranis, Chiquitanos ou originaires de la forêt et du bassin amazonien - au total, trente-six groupes ethniques - tous exigent la fin de la colonisation et la fin de 500 ans d'injustice.

Pour le MAS, l'idée de nation repose sur la présence indigène dans sa diversité et la prise en compte de leurs facteurs identitaires propres (langues, religions, coutumes, etc.). La nouvelle Bolivie doit être une nation ouverte à tous, pluriethnique et pluriculturelle, en rupture avec la domination de l'élite blanche. Les nombreuses langues originelles doivent être respectées, enseignées et employées quotidiennement. Les religions originelles des Andes et des peuples de la forêt qui ont dû se cacher derrière les symboles du catholicisme doivent reprendre ouvertement leur place. La justice communautaire doit être reconnue. Rendue au grand jour, oralement devant la communauté réunie, en vertu de règles millénaires, elle a pour objectif de maintenir et de promouvoir la paix dans la communauté et de faciliter le *«retour»* de ceux qui ont violé les règles de vie en société.

La prise de décisions par consensus - au cours de laquelle la communauté tout entière est appelée à participer et qui réduit le rôle du chef de la communauté (une charge jamais confiée à vie mais soumise à renouvellement dicté par les circonstances) à *«commander en obéissant»* - doit être confortée.

L'ancienne autonomie des peuples indigènes sur leurs territoires traditionnels - qu'il ne faut pas confondre avec l'autonomie départementale actuellement au centre de fortes tensions ni avec l'autonomie d'entités administratives issues de la colonisation - doit également être rétablie.

L'*«indianisme»* du MAS ne signifie pas la mise à l'écart de la Bolivie non indigène, ni son rejet dans le mépris, au nom d'une quelconque revanche historique. Cette dérive aurait sans doute vite fait de provoquer la partition de la Bolivie en deux parties : une *«indienne»* et pauvre sur l'Altiplano et l'autre *«blanche»* et riche dans l'Oriente.

Le nouvel *«indianisme»* se veut *«flexible»* et *«culturel»* par opposition à un certain indigénisme intransigeant et excluant qui eut naguère ses partisans. Au nom de l'*«indianisme»*, c'est un véritable contrat social qui est proposé aux multiples composantes de la nation.

Le projet de la *«Nouvelle Bolivie»* est une vraie révolution : pour la première fois depuis l'indépendance en 1825, les peuples originaires, les descendants des conquitateurs et des premiers colons, les enfants du métissage et les derniers immigrés sont tous invités sur un pied d'égalité, sans rien renier ou oublier de leurs héritages culturels, à ériger une patrie enfin indépendante, juste et digne.

Jamais la Bolivie blanche officielle n'avait voulu intégrer ses indigènes même s'il y eut une tentative lors de la révolution de 1952.

Les classes moyennes, protagonistes de cette révolution, pensaient alors avoir résolu le problème en accordant le droit de vote à l'ensemble de la population, jusqu'alors réservé à une petite élite de Blancs fortunés. Mais ce droit, vite contrôlé et étouffé par les nouveaux partis, n'avait pas permis aux indigènes et au peuple en général de se faire entendre.

Un des grands problèmes que le gouvernement bolivien doit résoudre est celui de la réforme agraire. Les paysans, *«indigènes»* ne possèdent que 15 millions d'hectares face aux 40 millions aux mains des latifundiaires. Des dizaines de milliers de tout petits propriétaires, 200 000 familles sans terre et les communautés indigènes demandent depuis des siècles la restitution des terres traditionnelles. La réforme agraire lancée le 3 juin 2006 doit être approfondie à l'issue d'un référendum sur la nouvelle Constitution.

Pour le gouvernement, la construction d'une vraie nation sous la bannière de l'unité dans la diversité est un véritable défi. La nouvelle conception de l'*«indianisme»* en est un corollaire.

■

RQ

Evo Morales : Biographie d'une lutte

Juan Evo Morales, président élu de la Bolivie, n'a pas manqué de surprendre ses homologues étrangers lors de la première rencontre internationale à laquelle il participait. Il ne portait ni cravate, ni costume, il était vêtu d'un pull-over multicolore en alpaca et d'un blouson de cuir orné de broderies aymaras.

Quelles ont été ses influences politiques ? Elles sont assez difficiles à définir, il se dit proche de Fidel Castro et de Hugo Chávez, il a un grand respect pour Rigoberta Menchú, guatémaltèque, prix Nobel de la paix en 1992, de Marcelo Quiroga Santa Cruz, leader socialiste dans les années 70, assassiné en 1980 sous la dictature. Enfin, il voue une admiration pour le sous commandant Marcos. Selon Evo Morales, il puise ses influences *« dans la vie elle-même et dans sa participation à la lutte quoticienne »*.

Le dirigeant cocalero est né le 26 octobre 1959 à Isallavi, dans le département d'Oruro sur l'Altiplano, au sein d'une famille indigène de sept frères et sœurs - dont quatre décèdent très jeune - dont les ressources reposaient sur la culture de pommes de terre et l'élevage de lamas. Son père est contraint de s'ex-patrier dans le nord de

l'Argentine pour travailler. Le jeune Evo grandit sans chaussures, entouré d'alpacas. Ces animaux sont devenus ses compagnons de survie, de faim et de misère. Ils sont le symbole de sa vie dans l'Altiplano. Comme tant d'autres enfants de son âge, il travaille la terre - tout en fréquentant le collège - jusqu'à ce que le gel vienne détruire la récolte familiale.

Comme des milliers de petits agriculteurs mais aussi de mineurs chassés par les privatisations, la famille d'Evo Morales émigre, vers des terres tropicales à la recherche d'une nouvelle illusion : la culture de la coca dans le Chapare (dans le centre du pays). Evo étudie et travaille simultanément comme briquetier et boulanger. Il ne parvient pas à terminer le cycle secondaire et doit donc renoncer à son rêve de devenir journaliste. Il pratique le football à un bon niveau. Un temps, il gagne sa vie en jouant de la trompette. Plus tard, il devient ramasseur de feuilles de coca et, très vite, à partir de la fin des années 70, un militant syndical.

Pour Evo Morales, la feuille de coca devient vite un symbole de luttes syndicales et politiques. Son engagement dans la résistance aux campagnes d'éradication le confronte directement à la répression et à l'ingérence des Etats-Unis. En 2000, la Drug Enforcement Administration (DEA) essaie de le tuer, une balle l'effleure. Militant actif, il occupe rapidement des responsabilités importantes au sein des syndicats de cocaleros et il contribue à fonder l'Assemblée pour la souveraineté des peuples en 1995 qui devient le Mouvement vers le so-

cialisme - Instrument politique pour la souveraineté des peuples (MAS-IPSP) en 1999.

Rapidement il s'affirme comme un leader remarquable.

Le MAS est loin d'être un parti d'avant-garde avec un programme clairement défini. C'est avant tout un outil politique que différents mouvements sociaux ont construit pour défendre leurs revendications et influencer sur la transformation "décolonisatrice" d'un état raciste qui exclut la population majoritairement indigène.

Elu parlementaire en 1998, comme représentant du département de Cochabamba, il est expulsé du Parlement en janvier 2002 pour avoir pris la tête de mobilisations contre l'éradication de la coca. Il est réélu la même année lors

des élections générales qui voient le MAS progresser fortement dans l'ensemble du pays et échoue de justesse à l'élection présidentielle face à Gonzalo Sánchez de Lozada, le candidat soutenu par les Etats-Unis.

Le triomphe présidentiel d'Evo Morales intervient après un long et intense cycle de

luttes sociales qui a permis l'émergence de nouveaux acteurs sociaux et politiques. A partir de l'année 2000, les mouvements contre la privatisation de l'eau et la "guerre du gaz" vont conduire les organisations sociales à élaborer une plateforme revendicative « l'agenda d'octobre » qui exige principalement la nationalisation des hydrocarbures et la convocation d'une assemblée constituante. Les démissions successives de deux présidents, consécutives aux mobilisations, contribuent incontestablement à créer les conditions des victoires d'Evo Morales et du MAS qui se sont engagés à appliquer "l'agenda d'octobre".

Deux années et demi après son élection, Morales a respecté ses principaux engagements. Il a entrepris la récupération de la gestion des hydrocarbures par l'Etat, même si le type de "nationalisation" fait débat, et s'apprête à soumettre la nouvelle Constitution à un référendum populaire en mai prochain. Il s'agit des principales exigences définies en octobre 2003. Les commentateurs, qui pronostiquaient qu'Evo deviendrait, pour certains, un nouveau Lula, pour d'autres, un nouveau Chávez, doivent réviser leur pronostic. Assurément, il n'est devenu ni l'un, ni l'autre ce qui ne l'empêche nullement de bénéficier du soutien indéfectible des deux. Il a su adopter un style particulier tant aux niveaux national qu'international et surtout constituer un binôme solide avec Álvaro García Linera, son vice-président. ■

□ Initiative d'Intégration de l'Infrastructure Régionale d'Amérique du Sud (IIRSA)

L'Initiative d'Intégration de l'Infrastructure Régionale d'Amérique du Sud (IIRSA) est un vaste programme de construction de nouvelles routes, de ponts, de voies fluviales et de liaisons énergétiques et de communication spécialement dans les zones tropicales et andines. C'est un des résultats du premier sommet sud-américain des présidents (2000). Elle peut compter sur le financement de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Corporation andine de financement (CAF), du Fonds financier du bassin de la Plata (FONPLATA) et d'agences gouvernementales brésiliennes.

□ Katarisme

Le katarisme, en référence au leader indigène Tupac Katari qui dirigea un soulèvement autour de La Paz à la fin du XVIIIe siècle, est un courant qui contribua à rénover le syndicalisme paysan bolivien, jusque-là allié aux régimes militaires. Ses leaders cherchèrent à lutter contre la cooptation des dirigeants syndicaux et à élaborer une idéologie indianiste sur laquelle s'appuyer dans les luttes. Le katarisme a « reconstruit » une identité indigène, là où les militaires comme les gouvernements du MNR ne voulaient voir que des « paysans ». De là découle une idéologie théorisant la double oppression du paysan, par sa condition économique, mais aussi par sa condition d'indigène victime de discriminations au sein d'un État colonial. Ses principaux dirigeants, comme Genaro Flores, jouèrent par la suite un rôle-clé dans la lutte pour le rétablissement de la démocratie. Les liens avec les militaires furent définitivement rompus avec la fondation de la CSUTCB en 1979, et son adhésion à la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) l'année suivante, première étape de la construction d'un syndicalisme paysan de lutte en Bolivie.

□ Mercosur

Le Marché commun du Cône Sud, ou Mercosur, a été créé en 1991 par le Traité d'Asunción. Il rassemble à l'origine le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Le Venezuela a entamé son processus d'adhésion en décembre 2005. Plusieurs pays ont le statut de « pays associé » : la Bolivie et le Chili, depuis 1996 ; le Pérou, depuis 2003 ; la Colombie et l'Equateur, depuis 2004.

□ Mesa, Carlos

Journaliste, vice-président de la Bolivie de 2002 à 2003, Carlos Mesa a exercé la fonction de président (intérimaire) de la République bolivienne suite à la fuite de Gonzalo Sanchez de Lozada lors de ladite guerre du gaz (octobre 2003). Il a démissionné en juin 2005 sous la pression de nouvelles mobilisations sociales.



RN

□ Mouvement vers le socialisme (MAS)

Le Mouvement vers le Socialisme - Instrument politique pour la souveraineté des peuples (MAS-IPSP) est le principal parti politique de la gauche bolivienne. Il est né en 1999 dans la suite de l'Assemblée pour la souveraineté des peuples (ASP) créée en 1995. Le leader historique est l'actuel président de la Bolivie : Evo Morales. Issu des luttes paysannes indigènes et du mouvement des cultivateurs de coca, il est souvent considéré plus comme une association de mouvements que comme un parti structuré. Il est l'actuel parti dominant en Bolivie depuis décembre 2005. (Cf. article)

□ Mouvement ouvrier révolutionnaire (MNR)

Le MNR a été créé dans les années 40 en opposition aux partis tenus par l'oligarchie qui vivait de l'exportation du cuivre et de l'étain. Il fut l'acteur principal de la révolution de 1952 qui nationalisa les mines et impulsa la réforme agraire. Dans les années 80, il s'est converti au néolibéralisme. Il appartient aujourd'hui à l'opposition en tant que représentant d'une partie de la bourgeoisie.

□ Olivera, Oscar

Leader syndical bolivien, à la tête notamment de la Coordinadora del Agua de Cochabamba, dans la région du Chapare.

□ Parti ouvrier révolutionnaire (POR)

Créé en 1935 par des exilés boliviens en Argentine à l'époque de la guerre du Chaco, il va rapidement exercer une influence auprès des mineurs. Lors de la « Révolution nationale » de 1952, il joue un rôle majeur et s'allie au MNR pour diriger le pays. Il contribue à la création de la COB la même année. A partir des années 60, il va connaître de nombreuses scissions. En 1963, une majorité de ses membres créent la Parti révolutionnaire de la gauche nationaliste. En 1970, sous la présidence du Général Juan José Torres, il contribue à créer l'Assemblée populaire. S'il continue à exercer une influence au sein la direction de la COB et dans le secteur enseignant, le POR a été complètement éclipsé par le MAS. Il existe aujourd'hui au minimum quatre partis se réclamant du POR.

□ Pouvoir démocratique et social (Podemos)

Podemos (Poder democrático y social, Pouvoir démocratique et social) est un parti de droite bolivien créé en 2005 pour contrer l'irrésistible ascension du Mouvement vers le Socialisme (MAS) et d'Evo Morales. Il constitue aujourd'hui la principale opposition au gouvernement de l'ancien syndicaliste. Son leader et candidat défait à l'élection présidentielle de décembre 2005 est Jorge « Tuto » Quiroga.

La nouvelle Constitution : un accouchement aux forceps

C'est dans un climat social et politique extrêmement tendu que l'Assemblée constituante a terminé ses travaux le 9 décembre 2007 à Oruro, ville minière de l'Altiplano. Et, c'est sous la vigilance de centaines de mineurs que les 164 constituants présents (sur 255) ont adopté définitivement le texte constitutionnel qui sera soumis à un référendum populaire en mai 2008. Ce texte est conforme aux attentes des organisations sociales qui soutiennent le Gouvernement. Mais l'accouchement aura été très douloureux en raison du travail d'obstruction systématique de l'opposition

qui n'aura pas lésiné sur les moyens, allant même – après avoir cessé de siéger – jusqu'à lancer ses milices à l'assaut du local où se réunissait l'assemblée à Sucre (capitale constitutionnelle de la Bolivie), contraignant ainsi la majorité à déplacer le lieu de débat.

Revenons sur le déroulement du processus car il est symptomatique des difficultés dans lesquelles Evo Morales et le MAS se sont englués.

Plutôt que de convoquer l'élection de l'Assemblée constituante par décret - comme

Álvaro García Linera, le « co-pilote » du Président

Álvaro García Linera, l'actuel vice-président de la Bolivie est bien peu connu en France et l'influence qu'il exerce sur la politique actuelle de son pays l'est encore moins. Il symbolise pourtant l'alliance des couches moyennes urbaines et intellectuelles avec les peuples indigènes, qui a contribué à la victoire d'Evo Morales en décembre 2005. Mieux cerner sa personnalité et son itinéraire permet de comprendre le processus actuel de transformation sociale en Bolivie.

Álvaro García Linera est né en 1962 dans une famille métisse de la classe moyenne de Cochabamba. Il s'initie très tôt à la politique à l'époque de la dictature d'Hugo Banzer (1971-1978). Plus tard, comme étudiant en mathématiques à l'Université autonome de Mexico, il s'implique dans les campagnes de solidarité avec l'Amérique centrale. Cas peu commun dans la classe intellectuelle bolivienne, il ne militera jamais au sein de la gauche traditionnelle avec laquelle il polémique. Au début des années 90, il intègre même l'Armée guérillera Túpak Katari (EGTK), créée pour provoquer une insurrection indigène dans le pays, seule à même d'inverser le rapport de forces et de transformer radicalement le pays. Il y rencontre Felipe Quispe, leader aymara (qui sera longtemps un adversaire syndical et politique d'Evo Morales). Mais la guérilla est vaincue. Felipe Quispe et Álvaro García Linera feront cinq ans de prison. Au cours de sa détention, Álvaro étudie la sociologie et il évolue vers d'autres modes d'action.

Quand il sort de prison, il intègre l'Université de la Paz comme professeur de sociologie et participe à la fondation du groupe d'intellectuels critiques « Comuna », dont la production analyse et accompagne l'évolution des mouvements sociaux. Il publie un texte très novateur « Syndicat, multitude et communauté » qui permet de comprendre les transformations sociales et politiques résultant des réformes néolibérales des années 80. Il est un temps influencé par Toni Negri mais sa référence permanente reste Pierre Bourdieu. Il est passé d'un marxisme dit « classique » à

la défense de l'autonomie des mouvements sociaux.

A partir de 2002, Álvaro García Linera se rapproche du MAS et se lie progressivement à Evo Morales. C'est tout naturellement que le leader du MAS, convaincu de la nécessité d'une alliance avec les couches moyennes et intellectuelles pour l'emporter, lui propose d'être le candidat à la vice-présidence. Après le retrait de Felipe Quispe, il devient aussi le lien entre les deux principales communautés indigènes que sont les aymaras et les quechuas. Son itinéraire et son origine sociale lui procurent une double légitimité.

Le 18 décembre 2005 - fait unique dans l'histoire de la Bolivie - ils sont élus dès le premier tour avec 54 % des voix.

Son arrivée à la vice-présidence perpétue une tradition d'intellectuels boliviens et latino-américains qui sont passés des « armes de la critique » à la « critique des armes » pour transformer la réalité. Il s'engage ainsi de nouveau auprès des plus humbles, privé-e-s trop longtemps - bien que majoritaires dans le pays - de l'accès au pouvoir, pour construire une nation qui rompt avec l'exclusion et mettre en œuvre un projet ou chacun-e aura sa place.

Son rôle d'intermédiaire entre la présidence et le parlement lui confère une responsabilité importante. Il a été très impliqué dans les négociations avec l'opposition sur le processus constituant et la future ratification de la nouvelle Constitution. Pour beaucoup et notamment les peuples indigènes il s'est montré trop conciliant avec l'opposition en acceptant des concessions qui ont entravées le processus constitutionnel. Ce n'est pas faux mais la préoccupation permanente du nouveau pouvoir est le plus haut respect des valeurs démocratiques et le « vivre bien » doit inclure plutôt qu'exclure. Dans un processus de changement qui se veut radical, la tentation est parfois grande d'imposer plutôt que de négocier. Álvaro García Linera et Evo Morales ont choisi la voie de la négociation. Le vice-président n'y aura certainement pas été étranger. ■

l'avait fait Hugo Chávez au Venezuela ou par la suite Rafael Correa en Equateur - la présidence a souhaité engager un débat au Parlement et faire adopter une loi. La droite, majoritaire au Sénat, s'est alors engouffrée dans cette brèche pour empêcher une élection directe de représentant-e-s et négocier une répartition indirecte dessièges sous les formes uninominale pour les circonscriptions (210 sièges) et pluri nominale pour les départements (45 sièges). A la recherche d'un consensus, le Gouvernement s'est retrouvé piégé car la droite exigeait que le texte constitutionnel soit adopté avec une majorité des deux tiers. Bien que largement vainqueur de l'élection, le MAS s'est retrouvé avec 137 constituants sur 255, soit la majorité mais moins des deux tiers des représentants. Vainqueur dans sept départements sur neuf, il s'est retrouvé avec une représentation de 41 % dans les départements et 58 % dans les circonscriptions. Après de nombreux conflits, un accord a néanmoins été trouvé qui prévoyait que les articles non approuvés aux deux tiers seraient transmis à une commission spéciale puis soumis à un référendum populaire. Cela n'a nullement empêché la droite d'engager des batailles de procédure.

D'accord en commission, elle votait contre en assemblée plénière. Les débats vont se poursuivre pendant plus d'une année au cours de laquelle la droite refuse tout compromis. Elle va ensuite adopter la politique de la chaise vide en croyant bloquer le processus. Elle y parviendra en partie, les travaux seront suspendus pendant trois mois. Elle multiplie les provocations et finit par lancer ses milices de jeunes à l'assaut du siège de la Constituante et à attaquer physiquement les organisations indiennes rassemblées pour soutenir le processus. L'Assemblée achève néanmoins ses travaux mais doit finalement changer de lieu pour adopter le texte définitif. Le Gouvernement convoque l'élection pour la ratification de la nouvelle Constitution pour le 4 mai mais la Cour nationale électorale (CNE), contrôlée par la droite remet en cause cette date. Le Gouvernement décide à nouveau d'engager un dialogue avec la droite via la médiation de l'Eglise mais les représentant-e-s de l'oligarchie restent arc-bouté-e-s sur leurs positions et refusent toute négociation.

Parallèlement, la droite va mener une politique séparatiste dans les départements de l'Orient,

l'Est du pays, ou la Media Luna qui concentre le gaz, les ressources agricoles, etc. et où la droite s'est repliée après sa défaite cuisante de décembre 2005. S'appuyant sur les Comités civiques, elle mène une lutte sans relâche pour parvenir à ses fins. Comme au Venezuela avec l'Etat de Zulia qui concentre une partie des ressources de pétrole, comme en Equateur où la région de Guayaquil concentre le pouvoir économique, les quatre départements de la Media Luna veulent leur autonomie, encouragés en sous-main par Washington qui ne se montre pas avare pour soutenir financièrement cette volonté de séparatisme via la National Endowment for Democracy (NED) et, qui perpétue, d'une certaine manière, la doctrine de Monroe de 1823. Le département de Santa-Cruz, haut lieu de la rébellion, a décidé de convoquer un référendum sur l'autonomie le même jour que la date initiale de la consultation sur la Constitution. Poursuivant ainsi le bras de fer avec le pouvoir légitime, la droite ne recule devant rien. Elle est surtout opposée au projet de réforme agraire qui prévoit la récupération des propriétés au-delà de cinq ou dix mille hectares par l'Etat. L'oligarchie a même décidé d'engager la guerre économique en provoquant la pénurie, en spéculant sur les produits de base et en contribuant ainsi à accroître l'inflation afin de se rallier les couches moyennes urbaines. L'opposition n'est cependant pas parvenue à se rallier l'armée. Profondément attachée à l'unité nationale, elle refuse cette politique séparatiste dans un pays qui a perdu près de 50 % de son territoire entre 1862 et 1935 au profit de ses voisins et sa façade maritime lors de la guerre du Pacifique.

Dans ce contexte, l'adoption de la nouvelle Constitution s'avère fondamentale pour le pouvoir et surtout pour le peuple. Elle sera la trame indispensable pour engager de profondes réformes qui touchent à la structure du pays. Le texte réaffirme l'unité nationale et renforce le rôle de l'Etat en tant que garant des droits individuels et collectifs et propriétaire des ressources naturelles dans un pays qui a été pillé pendant cinq siècles. Le processus aura pu être mené à son terme grâce à la mobilisation de tous les instants des organisations populaires qui n'ont eu de cesse de soutenir le Gouvernement et protéger les constituant-e-s.

Richard NEUVILLE



❑ Quiroga, Jorge « Tuto »

Jorge « Tuto » Quiroga a exercé la fonction de vice-président de la Bolivie de 1997 à 2001. Suite à la démission du président Hugo Banzer en 2001 pour des raisons de santé, il prendra les rênes du pouvoir jusqu'en 2002. A la tête du parti PODEMOS, une formation créée pour les élections du 18 décembre 2005, il a posé sa candidature à la présidence de la République et a été battu par Evo Morales.

❑ Quiroga Santa Cruz, Marcelo
Homme politique et écrivain bolivien, Marcelo Quiroga Santa Cruz (1931-1980) a joué un rôle important dans la nationalisation des biens de la Gulf Oil en tant que ministre de l'Energie et des Hydrocarbures, dans le gouvernement de Ovando (1969-1970). Il a été assassiné en 1980 par des paramilitaires durant la dictature de Luis Garcia Mesa (1980-1981).

❑ Produit Intérieur Brut (PIB)

Le Produit intérieur brut traduit la richesse totale produite sur un territoire donné, estimée par la somme des valeurs ajoutées

❑ Sanchez de Lozada, Gonzalo
Le bolivien Gonzalo Sanchez de Lozada, connu comme « Goni » ou comme le « Gringo », est issu du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR). Il fut président de la Bolivie de 1993 à 1997 et de 2002 à 2003. Il est un des principaux artisans de la privatisation des hydrocarbures de son pays. Il a fui aux Etats-Unis suite à la guerre du gaz (octobre 2003).

❑ Telesur

Télévision créée dans le cadre de l'ALBA. Elle est financée et émet en Argentine, en Bolivie, à Cuba et au Venezuela. Elle cherche à concurrencer CNN Amérique latine.

❑ Túpac Katari

Leader indien qui dirigea un soulèvement contre l'occupant espagnol, autour de La Paz, à la fin du XVIIIème siècle.

❑ Traité de libre-échange (TLE – TLC)

Traité de libre-échange (TLE), Tratado de Libre Comercio (TLC) Accord signé entre les Etats-Unis d'Amérique et des pays latino-américain comme la Colombie et le Pérou.

❑ Société bolivienne publique des hydrocarbures (YPFB).
Yacimientos petrolíferos fiscales bolivianos

Un projet constitutionnel de rupture

□ Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLEA - ALCA)

Área de Libre Comercio de las Américas - ALCA; Free Trade Area of the Americas - FTAA; Zone de libre-échange des Amériques - ZLEA. Le projet de Zone de libre-échange des Amériques se situe dans une perspective d'intégration des économies de l'Amérique latine dans celle des États-Unis, sur le modèle de l'ALENA (Accord de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique). L'idée d'un tel traité, allant de l'Alaska à la Terre de Feu, a été lancée en juin 1990 par le président George H. Bush et reprise par ses successeurs. On en mesure l'enjeu lorsqu'on sait que la zone concernée est peuplée de 800 millions d'habitants et qu'elle représente 40% du PIB mondial et 20% du commerce de la planète. Cependant, comme dans le cas de l'ALENA, il existe de fortes différences entre les partenaires. Les États-Unis et le Canada représentent 81% du PIB de la zone et les autres 19%, dont le Brésil qui représente à lui seul 10% du PIB. L'objectif est d'établir des règles multilatérales qui assurent la libre circulation des marchandises et des capitaux. Il s'agit, entre autres, d'abolir les traitements préférentiels et de protéger les investissements. Alors que le projet devait entrer en vigueur 2005, les négociations se sont bloquées depuis plusieurs années. Pour contourner ces freins au libre-échange sur le continent, Washington s'emploie maintenant à privilégier la négociation de traités multilatéraux et bilatéraux de libre-échange (Colombie, Chili, Pérou, Amérique centrale, etc.)

Sources: Glossaire du site Internet de RISAL (réseau d'information sur l'Amérique latine), sites divers et rédaction par nos soins.

Le projet de la nouvelle Constitution qui sera soumis à un référendum populaire en mai 2008 est relativement conforme aux attentes des organisations sociales. C'est ainsi que toute privatisation future de ressources naturelles sera érigée en « trahison de la patrie » et que la propriété privée sera respectée « dans la mesure où celle-ci ne porte pas préjudice à l'intérêt collectif ». (Art.56) Les autonomies départementales - exigées par la droite et l'oligarchie - seront reconnues, mais au même titre que les autonomies indigènes revendiquées par les mouvements paysans. Les mouvements féministes ont participé activement à la concertation et à la rédaction, ils ont fait en sorte que les droits des femmes soient reconnus de manière transversale dans tous les aspects. L'article portant sur la question de la terre n'ayant pas fait l'objet d'un consensus sera soumis à un référendum populaire. Les boliviens auront donc à se prononcer sur cette question pour définir la superficie maximale des propriétés latifundiaires (5 000 ou 10 000 hectares) et ensuite sur l'ensemble du texte dont nous présentons ci-dessous quelques aspects :

- Art. 1 : « La Bolivie se constitue en un Etat unitaire social de droit, plurinational, communautaire, indépendant, souverain, démocratique, interculturel, décentralisé et droit à l'autonomie » Pour la première fois, le droit de chacun-e est reconnu.



C'est une Constitution sans discrimination, sans sectarisme, équilibrée et qui bénéficie à tous-tes les boliviens-ne-s selon Álvaro García Linera, le vice-président.

- Etat laïque :

Art. 4-5 : « L'Etat est indépendant de la religion. Toutes les religions et croyances sont respectées à égalité. »

- Relations internationales :

Art. 10 : « La Bolivie est un Etat pacifiste »
« Elle rejette toute guerre d'agression »
« Elle interdit l'installation de bases militaires étrangères ». Ce n'est pas neutre dans un continent où sont implantées plus d'une vingtaine de bases US.

- Démocratie participative, représentative et communautaire :

Art. 11 : « la démocratie s'exerce :
1. de manière directe et participative au moyen du référendum, d'initiative législative

La Bolivie est composée de deux régions géographiques bien distinctes. L'ouest est traversé par deux cordillères d'orientation nord-sud qui bordent un vaste plateau, l'Altiplano. C'est la région la plus peuplée.

A l'est s'étendent de vastes plaines alluviales qui bénéficient d'un climat tropical. Le nord de ces terres basses appartient au bassin amazonien et il est en grande partie recouvert de forêt. Au sud, les terres sont davantage défrichées et font partie du bassin du río Paraguay.



Le climat est chaud et humide mais les conditions climatiques varient selon les altitudes. Les températures moyennes se situent entre 8° dans l'Altiplano et 26° dans les plaines orientales.

Histoire

Avant la conquête espagnole, les Andes étaient habitées par de nombreuses cultures. Au XV^e siècle, les Incas intégrèrent une partie de l'actuelle Bolivie dans leur empire. A leur arrivée au XVI^e siècle, les espagnols découvrirent une très grande mine d'argent à Potosí qu'ils allèrent piller pendant 3 siècles. Les luttes pour l'indépendance débutèrent en 1809 et celle-ci fut acquise en 1825 grâce aux armées de Bolívar. La Bolivie a ensuite perdu près de la moitié de son territoire au profit de ses voisins lors des guerres du Pacifique (perte de l'accès à la mer), du Chaco en 1935, la vente de l'Acre au Brésil, etc. Au cours du XX^e siècle, de nombreux coups d'Etat se sont succédés. La dernière junte militaire quitta le pouvoir au début des années 1980.

Politique

La Bolivie est une république parlementaire. Le président, élu tous les

5 ans, est à la fois chef d'Etat et chef du gouvernement. Le Sénat compte 27 sièges et la Chambre des députés 130 sièges. Les neuf départements se sont vus accorder une autonomie accrue avec la loi de décentralisation de 2005. Les communes sont dirigées par des maires et des conseils élus pour cinq ans.

Economie

La Bolivie est un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Elle est membre associé du Mercosur. Dans les années 1990, plusieurs entreprises publiques ont été privatisées comme la compagnie aérienne, les entreprises de téléphonie, de chemins de fer, d'électricité et de pétrole.

Les importations proviennent principalement du Brésil (40%), des Etats-Unis (14%), de la Colombie (8,7%) Les exportations vont principalement vers le Brésil (34%), les Etats-Unis (13%), la Colombie (12%), le Venezuela (12%) Principales exportations : le gaz naturel, le soja et ses dérivés, le pétrole, le zinc et l'étain. La Bolivie détient derrière le Venezuela les secondes réserves de gaz d'Amérique du Sud.

Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/bolivie>

La coca : plante de discorde

La Bolivie est le troisième producteur mondial de coca et de cocaïne, loin derrière la Colombie et la Pérou, 25 400 hectares y sont cultivés alors qu'en Colombie la production était estimée à 169 000 hectares en 2002. Après plus de cinquante ans de mise à l'index, la Bolivie est décidée à défendre sa cause devant les instances internationales mais la tâche s'avère ardue. La Convention de Vienne, réunie en mars dernier a maintenu sa position. Pour le gouvernement bolivien, il existe pourtant une alternative à la production de cocaïne.

Alors que depuis 1961, la coca est classée par la Convention de Vienne parmi les plantes psychotropes, les études scientifiques menées depuis les années 1970 ont prouvé l'innocuité de la feuille de coca à l'état naturel. La coca constitue l'un des symboles les plus importants de la culture andine. La mastication d'une boule de feuilles que l'on garde en bouche comme un stimulant non addictif remonte aux temps précolombiens. Effectuée deux à trois fois par jour, toujours liée au travail et au rituel, souvent après le repas. Usage proche du café dans la société occidentale. Le jus ingéré produit un effet légèrement anesthésiant dans la bouche, une certaine euphorie et une augmentation de l'énergie corporelle. Mâchée à des fins thérapeutiques ou religieuses, elle est au centre de la spiritualité des peuples de la région. La feuille de coca ne comporte aucun risque d'atteinte au système nerveux ou digestif. Les données scientifiques ont plaidé pour la légalisation de son usage traditionnel en Bolivie. Toujours classée parmi les substances interdites par l'ONU, son commerce international légal est extrêmement limité alors qu'elle alimente le commerce multimillionnaire du narcotrafic.

Premier président bolivien à rompre avec la politique états-unienne d'éradication forcée des arbustes de coca, Evo Morales s'est engagé à éliminer leurs feuilles de la liste noire des Nations Unies. Pour le gouvernement bolivien, l'enjeu est considérable : c'est de la réparation d'un dommage historique et la reconnaissance des droits culturels

ou citoyenne, de la révocation des mandats, de la convocation d'assemblées et d'états généraux ;

2. de manière représentative au moyen de l'élection des représentants au suffrage universel, direct et secret, entre autres ;

3. de manière communautaire au moyen de l'élection, de la nomination d'autorités et de représentants par les moyens et procédures propres à chaque nation et aux peuples paysans d'origine indigène, entre autres ».

- Les femmes :

Elles obtiennent l'égalité de droit au travail et aux études. Art. 48 : « L'Etat leur garantit la même rémunération, à travail égal que pour les hommes aussi bien dans le secteur public que le secteur privé. Elles ne pourront pas être licenciées pour cause de grossesse, d'âge ou de raisons physiques ».

- Education :

Art. 78 : « L'éducation est une obligation de l'Etat. L'éducation est : unitaire, universelle, démocratique, participative, communautaire, décolonisée et de qualité ».

Art. 81 : « L'éducation est obligatoire jusqu'à la fin du cycle secondaire ». Contre la fin du cycle primaire précédemment.

Art. 83 : « La participation sociale ou communautaire est reconnue et garantie dans le système éducatif ». Les parents ne sont pas seulement des bénéficiaires mais des acteurs à part entière.

- Travail :

Art. 46 : « Toute personne a droit : à un travail digne [...] sans discrimination, une rémunération ou un salaire juste qui lui assure ainsi qu'à sa famille une existence digne ».

- La lutte contre la corruption :

Les parlementaires ne bénéficient plus de l'immunité.

- Autonomies :

Art. 278-306 : La Constitution reconnaît le droit aux Autonomies, « sous le principe de : Solidarité, Egalité et Unité ». Elle interdit les Autonomies séparatistes. « Les Autonomies reconnues sont solidaires, équilibrées et graduelles ». « Elle établit 4 niveaux d'Autonomies : Départementale, Provinciale, Municipale, Régionale et les Autonomies indigènes ».

- Economie :

Art. 307-341 : La nouvelle Constitution reconnaît la pluralité de l'économie en reconnaissant « l'économie communautaire et l'économie sociale coopérativiste » en plus des économies étatique et privée.

- Mines et hydrocarbures :

Art. 369-37 : « L'Etat est responsable de la politique minière et métallurgique (développement, promotion et contrôle de

l'activité minière). L'Etat exerce le contrôle et la fiscalisation de toute la chaîne productive minière... ».

Art. 359-368 : « L'Etat, au nom et comme représentant du peuple bolivien, est propriétaire de toute la production d'hydrocarbures du pays et il est l'unique habilité pour sa commercialisation ».

- Moyens de communication :

Art. 107-108 : « L'Etat garantit le droit à la communication et à l'information ; à la liberté d'expression d'opinion et d'information, à la rectification et au droit de réponse et au droit d'émettre librement les idées par n'importe quel moyen de diffusion, sans censure »

« Les moyens de communication devront contribuer à la promotion de valeurs éthiques, morales et civiques des différentes cultures du pays ».

- Santé :

Art. 35-45 : « L'Etat protège le droit à la santé. Il garantit le service de santé publique et garantit la participation de la population organisée à la prise de décision du système de santé publique ». « Il garantit l'accès aux médicaments pour toute la population ». « Il développera la sécurité universelle de santé ».

- Environnement :

Art. 342-347 : « Le devoir de l'Etat et de la population es de conserver, protéger et profiter de manière soutenable les ressources naturelles et la biodiversité, pour maintenir l'équilibre de l'environnement ». « La fabrication et l'utilisation d'armes chimiques, biologiques et nucléaires sont interdites sur le territoire bolivien, de même que l'enfouissement, le transit et le stockage de résidus nucléaires ou de déchets toxiques ».

- Politique de développement rural :

Art. 404-408 : La souveraineté et la sécurité alimentaire sont affirmées. La production bolivienne est protégée. La production et la commercialisation de produits écologiques sont encouragées. Les OGM sont interdits.

En se mobilisant fortement et en montrant une vigilance de tous les instants, les organisations sociales sont parvenues à mener le processus de la Constituante à son terme. Les nombreuses marches qu'elles ont organisées et les confrontations physiques avec l'opposition leur auront coûté très cher, puisqu'elles déplorent plusieurs morts et blessés dans leurs rangs. Il ne manque plus que la ratification du projet constitutionnel pour que les peuples indigènes soient réellement reconnus au sein de la République bolivienne. Ce sera alors la consolidation de la rupture après cinq siècles de domination coloniale, impériale et néolibérale.

■
R.N

des peuples indigènes d'Amérique centrale et du Sud dont il est question.

Mais le pas à franchir est gigantesque car après un demi-siècle de stigmatisation, la coca est jugée comme responsable de l'addiction à la cocaïne de millions de consommateurs des pays du Nord. Les préjugés entretenus autour de la feuille de coca pourraient faire obstacle à la mise en place de nouvelles stratégies de lutte contre le narcotrafic, pourtant peut-être plus efficaces que celles menées par les Etats-Unis depuis une vingtaine d'années.

En 1961, sous la pression du plus grand pays consommateur de cocaïne au monde, les Etats-Unis, l'ONU interdit la mastication de la feuille de coca qu'elle associe à une forme de toxicomanie. La plante est assimilée à une drogue, hallucinogène, générant une dépendance affectant la santé et l'espérance de vie. Une conception qui impliquera pour la Bolivie l'interdiction de cultiver la coca, de la commercialiser et de l'exporter, seul son usage traditionnel étant permis dans le cadre des frontières du pays. Bien que 41 produits chimiques soient nécessaires pour séparer la cocaïne de la feuille de coca, produits fabriqués dans les pays du Nord et sans lesquels le marché de la cocaïne serait impossible, c'est une stratégie de lutte passant par l'éradication de sa culture dans les pays producteurs qui se met en place. Ainsi, alors que le marché multimilliardaire de la cocaïne ne bénéficie qu'à l'étranger, les principaux incriminés sont les producteurs andins. Ils sont associés internationalement à la cocaïne, au « narco-terrorisme ».

La logique d'intervention défendue par les Etats-Unis est simple : puisque la cocaïne est un stupéfiant dont la Bolivie est l'un des principaux producteurs, il s'agit d'éliminer les plantations excédentaires de coca en Bolivie pour éliminer la production de cocaïne.

La Bolivie et sa coca sont déclarées responsables de la toxicomanie du monde occidental.

Impulser une nouvelle conception de la lutte contre le narcotrafic : tel a été l'un des principaux objectifs d'Evo Morales avant son élection au sommet de l'Etat. Comme leader syndical, il parviendra, par la signature en 2004 d'un accord avec le président Carlos Mesa, à freiner la politique d'éradication forcée inaugurée lors de la décennie précédente. Syndicats cocaleros et gouvernement parviennent à un consensus : le droit, pour chaque affilié au syndicat, de cultiver une superficie limitée à 1 600 m² de plants de coca, les organisations syndicales se portant garantes du contrôle. Cet accord est toujours en vigueur. Il s'agit d'un pis aller pour les petits producteurs qui ne parviennent pas avec cette superficie à dégager le revenu nécessaire à leur survie quotidienne. D'où le défi que s'est lancé Evo Morales depuis son arrivée au pouvoir : permettre aux petits paysans de vivre de la commercialisation légale de la

coca, en les sortant du narcotrafic. « Oui à la coca, non au narcotrafic » est le principe de la politique du gouvernement bolivien actuel en matière de lutte contre le trafic de cocaïne.

La Nouvelle stratégie de lutte contre le Narcotrafic (2007-2010) prône une limitation de la surface légale à 20 000 hectares. Ce tournant, qualifié par Evo Morales de « révolution démocratique et culturelle en matière de lutte contre le narcotrafic », repose sur une logique radicalement nouvelle : si l'on veut combattre réellement le narcotrafic, il faut d'abord légaliser la production et la commercialisation de la coca afin qu'une fois transformée, elle puisse servir de base à une multitude de produits et d'applications lui conférant une valeur ajoutée. Longtemps privée d'industrie de transformation, la Bolivie d'Evo Morales parie sur une nouvelle stratégie de développement.

Sortir les petits producteurs du narcotrafic par l'industrialisation de la coca avait déjà été préconisée en 1983 par le docteur Jorge Hurtado.

En effet, si la prohibition et la stigmatisation de la coca ont inhibé pendant de nombreuses années la recherche scientifique en Bolivie, un certain nombre d'études ont néanmoins permis de démontrer les vertus physiologiques de la plante. Les bienfaits de la coca permettraient donc d'envisager toute une série d'applications, à la fois comme plante alimentaire, curative, médicinale, pharmaceutique, et diététique - surtout pour les pays riches où l'obésité est devenue un problème majeur de santé publique. Susceptible également de permettre d'améliorer les traitements du diabète, d'aider à sa prévention comme à la prévention de la maladie de Parkinson, la coca pourrait avoir aussi l'avantage de fournir un placebo à même de résoudre le grave problème de l'addiction à la cocaïne et au crack. Il s'agit de créer une série de produits dérivés susceptibles d'être exportés, tels des thés et matés de coca, tout autre produit, depuis les cosmétiques jusqu'au vin en passant par les produits pharmaceutiques. Solidaire de la politique bolivienne, le Venezuela a annoncé qu'il achètera tous les produits qui seront fabriqués dans les usines d'industrialisation de la coca, au cas où ces derniers ne seraient pas tous absorbés par le marché national. Reste au gouvernement bolivien à nouer des accords entre producteurs et industriels, ainsi qu'à trouver le moyen de franchir les barrières commerciales imposées par la réglementation internationale et l'indexation de la coca comme stupéfiant par l'ONU. D'où l'importance de la « diplomatie de la coca » menée actuellement par le gouvernement.

Le chemin vers la dépénalisation de la coca risque d'être semé d'embûches. La pénalisation de la feuille de coca comble en effet de multiples intérêts susceptibles de s'opposer farouchement à toute flexi-

bilisation de la législation à son égard. Utilisée par les occidentaux comme base pour la fabrication de la drogue, la coca est devenue un enjeu aux dimensions multiples. La stratégie d'éradication, de substitution comme de diversification, répond en effet à un ensemble d'intérêts qui pourraient contrecarrer la politique d'Evo Morales. Politiquement tout d'abord. La défense d'une politique répressive d'éradication des cultures de coca par Washington n'est certainement pas sans rapport avec la volonté d'affaiblir le mouvement cocalero. Condition sine qua non de l'aide internationale apportée par les Etats-Unis à la Bolivie, comme à la Colombie ou au Pérou, l'éradication des cultures de coca a constitué de fait, jusqu'à l'élection d'Evo Morales, un axe de pression considérable et continue de menacer la stabilité du gouvernement bolivien. L'Accord commercial préférentiel et d'éradication de la drogue (ATPDEA, Andean Trade Preferential Drug Eradication Act) qui permet la survie de dizaines de milliers de petites et moyennes entreprises boliviennes par l'ouverture des barrières douanières nord-américaines, constitue ainsi toujours un instrument de chantage potentiel.

Instrumentalisé politiquement, la coca relève également d'enjeux économiques multiples. Ainsi, riche en nicotine, cette plante pourrait fournir un produit de substitution non seulement à la cigarette mais aussi au tabac à chiquer et représente donc une menace pour les lobbies du tabac. La commercialisation des infusions de coca n'est pas moins problématique : en effet, susceptible de remettre en cause le monopole de Windsor sur le marché national des thés et matés de coca, l'exportation de ces produits pourrait faire de la Bolivie un nouveau concurrent aux multinationales du secteur, la Chine et l'Europe pouvant constituer un marché important pour les matés de coca. Les lobbies anglo-saxons du thé et du café font ainsi partie des principaux opposants à la commercialisation internationale de la coca.

Enfin, la pénalisation de la coca constitue une arme géopolitique. La « guerre contre les drogues » a en effet servi de prétexte aux Etats-Unis pour construire des bases militaires dans tous les pays andins et amazoniens. Les résultats de cette stratégie sont plutôt avantageux : de fait, cet espace aux ressources naturelles capitales pour l'avenir de la planète que représente l'Amazonie continentale est bien protégé... mais peut-être pas dans l'intérêt des nations de la région.

La lutte pour la dépénalisation de la coca et la reconnaissance des droits culturels des peuples originaires sera un combat de longue haleine. Aujourd'hui, pour le gouvernement bolivien, il est certain que seul un soutien international pourrait changer le destin de la feuille sacrée des Andes. ■

Rémy QUERBOUËT

Un type de développement aux conséquences environnementales prévisibles

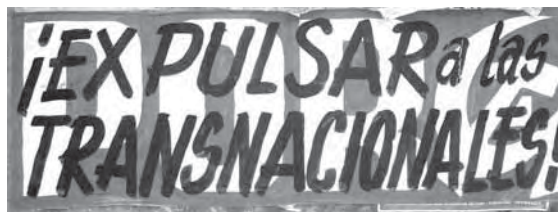
Les gouvernements progressistes, élus ces dernières années, en Amérique latine ont en commun de vouloir récupérer leur « souveraineté nationale » afin notamment d'assurer une gestion plus scrupuleuse des ressources naturelles à travers un contrôle renforcé de l'Etat. Certains, optent pour des nationalisations, d'autres, renégocient les contrats d'exploitation pour imposer leurs conditions aux multinationales. Quelle que soit l'option choisie, ils partagent l'idée qu'il est impératif de développer l'exploitation de ces ressources et l'appareil productif pour générer des emplois mais aussi des subsides qui permettront de financer des politiques sociales et ainsi réduire les inégalités. Aussi généreuses soient-elles, ces politiques se situent, de fait, dans une logique productiviste capitaliste qui n'est pas sans conséquence pour l'environnement.

Certes, la production à outrance de soja transgénique en Argentine, au Brésil et au Paraguay génère des devises importantes pour ces pays ; l'installation de deux énormes papeteries en Uruguay au bord de la Plata, concédées à des entreprises finlandaise et espagnole, génère de l'emploi ; l'exploitation de mines à ciel ouvert au Chili et en Bolivie génère également des devises et de l'emploi ; de même que l'exploitation pétrolière au Venezuela et que dire de la déforestation de l'Amazonie pour développer les agro carburants, toutes ces productions sont sources de contamination des sols, de l'eau et de l'air et, dans certains cas, destructrices de la biodiversité. Il est donc nécessaire d'interroger ce mode de développement qui repose essentiellement sur une création de richesses en vue d'une meilleure redistribution. La gauche critique européenne - qui suit les évolutions en cours en Amérique latine et à juste raison - n'évoque que très rarement ces questions.

Certes, des pays comme le Venezuela et la Bolivie ont inscrit la préservation de la biodiversité et de l'eau, l'interdiction des OGM et des armes chimiques, biologiques et nucléaires dans leur constitution. Ce n'est pas rien mais ils sont isolés, ils devraient être rejoints prochainement par l'Equateur et peut-être le Paraguay. Il est de plus notable que le changement de climat est devenu une question prégnante qui inquiète beaucoup et l'on peut observer une prise de conscience supérieure à celle que l'on constate en Europe. S'agissant de la Bolivie, trois questions environnementales ont particulièrement

retenu notre attention. Nous les avons choisies car elles sont révélatrices des difficultés et les contradictions dans lesquelles l'Etat bolivien se trouve enfermé.

Tout d'abord, l'ampleur de la déforestation. La forêt représente quarante millions d'hectares et couvre 46 % du territoire national. Ce sont près de 270 000 hectares de forêt amazonienne qui sont abattus chaque année pour développer l'agriculture et l'élevage dans les départements de Santa Cruz, le Beni et le Pando (à l'est du pays) et de la Paz. Dans quelques années, certaines espèces d'arbres comme le *Mara* et le *Coaba* vont disparaître en Bolivie, Equateur, Brésil et Pérou. Le gouvernement bolivien a décidé d'enrayer cette hémorragie et de prendre des sanctions très fortes à l'encontre de ceux qui en sont les principaux responsables, les oligarques, mais ne parvient pas - faute d'un Etat trop faible - à contrôler l'ensemble du territoire et particulièrement le bassin amazonien. Pour endiguer le négoce du bois illégal et tenter de préserver la biodiversité, l'Etat a nationalisé de nouvelles réserves forestières qui s'ajoutent aux 20 parcs et réserves naturelles du pays.



Le Brésil a décidé de construire deux barrages gigantesques sur le principal affluent de l'Amazone, le Rio Madera mais à besoin de l'accord de la Bolivie car ces projets auront des conséquences importantes sur le plan hydraulique de ce pays. Cet affluent occupe la deuxième place au monde pour la richesse de variétés de poissons et de faune d'eau douce et de nombreux scientifiques se sont élevés contre ce projet. Il aura pour conséquence d'inonder à jamais des territoires boliviens et d'entraîner le déplacement de plusieurs milliers d'indiens dans le Beni et le Pando.

Avec l'élévation du niveau de l'eau de plusieurs mètres, le processus de sédimentation actif, la présence de mercure dans l'eau, il est plus que probable qu'il y ait une recrudescence de la malaria pour les populations riveraines. Lors de la dernière rencontre entre les présidents Lula et Morales à La Paz le 16 décembre, le brésilien a clairement fait comprendre au second qu'il avait besoin de son soutien face aux manœuvres de la droite et que

son gouvernement était tout à fait disposé à aider la pauvre Bolivie en finançant quelques infrastructures. En Amérique latine et, particulièrement pour la Bolivie, l'impérialisme n'est pas que *yankee*, il revêt également la couleur *carioca*.

Enfin, la décision du gouvernement bolivien d'accorder la concession de l'exploitation de la mine à ciel ouvert de *San Cristóbal* au consortium nord-américain / japonais *Apex Silver Mines Limited / Sumitomo* montre la grande dépendance au Capital pour les investissements et l'exploitation des ressources. Il s'agit du deuxième gisement minier au monde en argent, zinc et plomb. Il est situé au sud-est de la Bolivie dans le département de Potosi, dans la zone de *Lípez*, non loin du *Salar de Uyuni* (plus vaste réserve de sel du Monde). Pour exploiter cette mine située à 4 200 mètres d'altitude sur un plateau quasi-désertique, il a fallu créer une infrastructure génératrice d'électricité et une ligne de chemin de fer de 65 kilomètres pour acheminer le minerai au port de *Mejillones* au Chili, afin de l'exporter en Europe, Australie et en Asie. La concession a été accordée pour 17 années. La multinationale va principalement exploiter le zinc qui génère la plus forte plus value compte tenu des cours mondiaux actuels. Elle emploie désormais deux mille travailleurs. Mais cette exploitation a un coût écologique énorme. En effet, elle consomme quarante mille mètres cubes d'eau par jour qu'il faut bien évidemment acheminer.

Le mode de développement de type productiviste choisi par le nouveau pouvoir bolivien, s'il est créateur net d'emploi et rapporte des devises à l'Etat, contribue également à accroître les risques écologiques. La Bolivie, pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud, constamment pillé depuis cinq siècles - s'il a retrouvé une partie de sa souveraineté à travers un contrôle accru de l'Etat sur ses ressources naturelles énormes - n'en reste pas moins très dépendant du Capital, de l'hégémonie impériale de ses voisins. Cette politique a un coût écologique très élevé et affecte davantage un pays qui pourrait être de ceux - d'après les prévisions - qui seront le plus affecté par le changement climatique. Conscient de ces risques, le président Evo Morales ne manque pas de s'interroger et ces déclarations courageuses à l'ONU lors de la dernière assemblée générale ou plus récemment lors du forum indigène indiquent clairement qu'il est convaincu d'agir. Mais en a-t-il les moyens ? ■

Richard NEUVILLE

Une politique extérieure multilatérale

A l'image de son voisin brésilien, Lula ou de son allié vénézuélien, Hugo Chávez, le président bolivien Evo Morales mène une politique extérieure multilatérale. A la différence de ses prédécesseurs, Gonzalo Sanchez de Lozada et de Carlos Mesa, tous deux chassés du pouvoir par des mobilisations populaires, l'heure n'est plus à l'alignement unilatéral sur les Etats-Unis d'Amérique. Depuis sa prise de fonction, Evo Morales a ainsi marqué une rupture et a rencontré ses homologues chinois, indien, iranien et sud-africain pour développer des relations économiques et politiques avec ces pays émergents. Il s'agit notamment de renforcer le pôle du Sud face à l'hégémonie de plus en plus contesté du mode de domination des puissances du Nord. La contradiction entre les deux pôles est de plus en plus forte et ne se gère pas sans tension. Mais, c'est surtout avec ses voisins d'Amérique latine que la Bolivie a développé des projets de coopération et tenté de renouer des relations de partenariat privilégié, notamment au sein des différentes institutions latino-américaines telles que l'ALBA, le MERCOSUR et la Communauté Andine des Nations.

Du point de vue économique et de ses exportations, la Bolivie réalise une grande partie de ses échanges avec les deux pays dominants de l'Amérique du Sud que sont l'Argentine et le Brésil. Cela est particulièrement vrai pour le gaz qui est quasiment exclusivement exporté vers ces deux pays. Les contrats négociés sous la présidence de Carlos Mesa - après la « guerre du gaz », au cours de laquelle le peuple s'était mobilisé contre le projet d'exportation du gaz en Californie via le Chili - ont certes été révisés mais sont extrêmement contraignants en terme de production. Le manque de capacité d'investissement, qui peut être imputé à l'effet de la dite « nationalisation », limite la production et la Bolivie a toutes les difficultés pour honorer les contrats. Et, c'est tout penaud qu'Evo Morales a été contraint de s'expliquer à Brasilia et à Buenos-Aires. Les relations cordiales avec les grands frères ne sont pas exemptes de tensions et de pression. Cet exemple est assez révélateur des rapports complexes que ces pays entretiennent.

Depuis la guerre du Pacifique entre 1879 et 1884 qui l'opposa à ses voisins chilien et péruvien, la Bolivie a perdu toute façade maritime et le désert d'Atacama, riche en cuivre et en nitrates. Elle se trouve enclavé au milieu du continent. Cet épisode, à l'égal de la guerre du Chaco en 1935 avec le Paraguay, reste un traumatisme douloureux. Les relations diplomatiques entre la Bolivie et le Chili avaient même été totalement rompues sous les dictatures de Pinochet et de Banzer. A son arrivée au pouvoir, Evo Morales a voulu reprendre des négociations avec le Chili. Signe d'apaisement, Fernando Lagos, président sortant du Chili, a participé

à la cérémonie d'investiture d'Evo Morales à *Tiwanaku*. Depuis, avec son homologue, Michele Bachelet, des négociations ont été entreprises pour développer les relations entre les deux pays et, dans l'agenda en treize points figure l'accès à la mer, qui pourrait se réaliser via un corridor. Nul doute que les négociations seront longues mais il s'agit là d'un signe de décrispation et révélateur des nouvelles relations entre les pays d'Amérique latine.

Avec l'accession du Mouvement vers le socialisme (MAS) au pouvoir, la Bolivie a tout de suite rejoint l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) et signé des contrats de coopération : énergie, éducation, santé, développement rural avec Cuba et le Venezuela qui ont permis notamment l'installation de 1700 médecins cubains, l'attribution de 5000 bourses pour des étudiants en médecine, la campagne d'alphabétisation, etc. La Bolivie participe à *TeleSur*.

La Bolivie est également membre de la Communauté Andine des Nations mais les relations ne sont pas simples avec les pays gouvernés par la droite que sont la Colombie et le Pérou, qui ont signé des Traités de libre échange (TLC) avec les Etats-Unis. Le Venezuela a même quitté cette institution en avril 2006 dont il était un des membres fondateurs. Pour sa part, Evo Morales a refusé d'engager son pays dans un TLC avec les Etats-Unis se démarquant ainsi clairement de ses voisins andins, bientôt imité par Rafael Correa en Equateur. La Bolivie a préféré s'engager dans un Traité commercial des peuples (TCP) reposant sur des principes de solidarité, de coopération et de complémentarité, tels que proposés dans le cadre de l'ALBA.

Les relations sont plus apaisées avec le MERCOSUR où la Bolivie est membre associé depuis 1996 et qu'elle pourrait intégrer prochainement après le Venezuela (devenu membre en 2006) même si l'exemple du gaz illustre bien les rapports de force en présence. La Bolivie participe également à l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR) ex Communauté Sud-américaine des Nations (CSN) qui tente de regrouper la CAN et le MERCOSUR en vue d'un projet d'intégration régionale (IIRSA) impulsé par le Brésil et qui prévoit 300 mégaprojets (barrages, gazoducs, autoroutes, ports, etc.) pour une interconnexion physique du continent permettant d'impulser le commerce Atlantique-Pacifique. Ces projets seraient notamment financés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cette initiative se heurte à la résistance des mouvements indigènes, écologistes et certaines ONG mais aussi à certains présidents comme Hugo Chávez, Rafael Correa et rejoint par Evo Morales. Ce vaste programme basé sur l'intégration au marché se trouve de fait en concurrence avec le programme de l'ALBA qui repose plus sur la coopération.

Compte tenu de sa faiblesse, la Bolivie a un poids limité dans les négociations internationales et pèse peu sur les accords entre l'Amérique latine et l'Union européenne (UE). Elle a demandé à réviser le projet d'accord qui sera signé les 16 et 17 mai prochains à Lima lors du 3^e sommet des chefs d'Etats européens et Latino-américains. Cet accord bénéficie avant tout aux multinationales, le plus souvent européennes et particulièrement espagnoles et françaises. Pour nos deux interlocuteurs de la Chancellerie, la Bolivie a besoin d'une mobilisation de la « société civile européenne » contre ce projet qui ne prend pas en compte le changement climatique, qui favorise l'agro industrie aux dépens de la protection de la biodiversité. Ils insistent sur la défense de la souveraineté alimentaire en protégeant la production locale qui doit être destinée aux populations du pays. Ils illustrent leur propos en prenant l'exemple de la quinoa dont la demande explose en Europe et particulièrement en France et que les paysans boliviens ne peuvent plus manger. Au cours du Contre sommet *Enlazados Alternativos* qui se déroulera du 13 au 16 mai à Lima parallèlement au Sommet officiel, après celui de Vienne en mai 2006, le Tribunal des Peuples siègera pour juger le cas de plusieurs multinationales européennes.

S'agissant de la dette publique externe, elle a été réduite depuis 2005. La Bolivie a bénéficié de l'aide aux pays pauvres très endettés, la Banque mondiale, le FMI et la BID ont annulé environ 2 milliards de dollars de dette. Par contre, la dette publique interne a augmenté et le pays ne peut pas se passer des institutions financières internationales, ce qui est un lourd handicap quand on veut se démarquer du diktat des dites institutions. Néanmoins, en signe de protestation contre leur fonctionnement, la Bolivie et l'Equateur ont décidé de ne plus siéger au tribunal de la Banque mondiale sur les investissements (CIRDI). Par contre, la Bolivie a intégré la Banque du Sud qui regroupe les principaux pays d'Amérique du Sud et dont l'idée a été lancée par Hugo Chávez au sein de l'ALBA.

Dans ce contexte politique international, le gouvernement bolivien mène une politique multilatérale qui le conduit à privilégier les relations avec les pays émergents du Sud et à tenter de faire entendre sa voix dans les institutions sud-américaines et, par la force des choses, à ne pas privilégier de partenaires particuliers même si certaines affinités sont perceptibles. Evo Morales ne manque pas de marquer sa différence et d'exprimer ses inquiétudes sur les risques environnementaux et l'avenir des peuples indigènes comme il vient de le faire lors du forum indigène organisé à l'ONU le 21 avril dernier. Il se préoccupe beaucoup du changement climatique qui pourrait affecter particulièrement la Bolivie. ■

Bibliographie

Ce dossier a été réalisé grâce au travail effectué par la délégation des Alternatifs qui s'est rendue en Bolivie en mars 2008

Articles

- Bosetti, Louise, *Présentation du MAS*, OPALC, juin 2007.
- Bossi, Fernando, *Revolución y contrarrevolución en Bolivia*, Fundación Emancipación, avril de 2007.
- Do Alto, Hervé & Poupeau, Franck, « Révolution hors la révolution » en *Bolivie*, Le Monde Diplomatique, février 2008.
- Do Alto, Hervé, *La nouvelle Constitution existe, l'instabilité persiste*, Rouge, décembre 2007.
- Do Alto, Hervé, *De la Révolution Nationale à la victoire d'Evo Morales – Retour sur un demi-siècle de luttes en Bolivie populaire (1952-2007)*, Actuel Marx, n°42, octobre 2007.
- Bilbao, Luis, *En Bolivia se juega el futuro*, América Siglo XXI, Rebellion, 26/04/2008.
- Hernández Navarro, Luis, *Evo Morales : Biographie d'une lutte*, La Jornada, supplément mensuel n°15, Mexique, janvier 2006.
- Lemoine, Maurice, *Puissant et fragmenté, le mouvement social bolivien*, Le Monde Diplomatique, novembre 2005.
- Lévy, Johanna, « La coca en Bolivie : mythes et réalités » paru dans RISAL, juin 2007.
- Rousseau, Stéphanie, *Evo Morales ou les nouvelles promesses de la démocratie et du développement en Amérique latine*, La chronique des Amériques, janvier 2006, Observatoire des Amériques, Université du Québec
- Rudel, Christian, « La Bolivie du colonialisme à l'indianisme » Revue « Développement et civilisation » n°346, septembre 2006 paru dans RISAL
- Stefanoni, Pablo y Svampa, Maristella, *Entrevista a Álvaro García Linera « Evo simboliza el quiebre de un imaginario restringido a la subalternidad de los indígenas*, OSAL n°22, septembre de 2007
- Stefanoni, Pablo, « *Ballottage catastrophique* » à l'Assemblée constituante, Le Monde Diplomatique, édition sud-américaine, octobre 2007
- Stefanoni, Pablo, *Evo Morales nationalise les forêts*, Pagina 12, Buenos-Aires, 28 août 2006
- Toussaint, Eric, *Bolivie : avancée sur les biens communs et la réforme constitutionnelle*, extrait du chapitre 8, *Banque du Sud et nouvelle crise internationale. Alternatives et résistances au capitalisme néolibéral*, CADTM-Syllepse, 2008
- Villegas, Pablo, *Brasil aprueba*

EIA de represas que inundarán territorio boliviano, FODOMADE, septembre de 2006

- Zibechi, Raúl, *La première année d'Evo Morales*, IRC, Programme de las Américas, RISAL, 15 mars 2007

- Zibechi, Raúl, *Sommet de la Communauté sud-américaine des Nations : les heures amères de l'intégration*, Alay, Traduit par Renata Molina, Falmag, décembre 2006

Ouvrages

En espagnol :

- Harnecker, Marta, Fuentes, Federico, *MAS-IPSP : Instrumento político que surge de los movimientos sociales*, Centro internacional Miranda, Caracas, Año 2008;

- Soruco, Ximena (coordinadora), Medeiros, Gustavo & Plata, Wilfredo, *Los barones del Oriente, El poder en Santa Cruz ayer y hoy*, Fundación Tierra, Santa Cruz, abril 2008.

En français:

- Do Alto, Hervé & Stefanoni, Pablo, *Nous serons des millions, Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Raisons d'agir, Paris, mars 2008

- Poupeau, Franck, *Carnets boliviens (1997-2007), un goût de poussière*, Aux lieux d'être, Paris, 2008

- Gaudichaud, Franck, *Le volcan latino-américain*, Textuel, sortie en mai 2008

Sites Internet

Généralistes :

www.risal.collectifs.net
(de nombreux articles en français sur la Bolivie)

www.clacso.org
(Conseil latino-américain en sciences sociales, Buenos-Aires)
<http://osal.clacso.org>
(Observatoire social d'Amérique latine, Buenos-Aires)
<http://www.rebellion.org>
(Site alternatif d'information Rebellion)

<http://www.aporrea.org>
(Site alternatif d'informations – Venezuela)

<http://www.somossur.net>
(Somos Sur –Espace alternatif d'informations - Bolivie)

<http://www.ameriques.ugam.ca>
(Observatoire des Amériques – Université du Québec à Montréal)

<http://www.jornada.unam.mx>
(Journal La Jornada – Mexique)

<http://bolivia.indymedia.org/>
(Indymedia Bolivie)

<http://www.telesurvtv.net/>
(TeleSur – Venezuela)

Environnement et eau :

<http://fodomode.org.bo>
oro Boliviano sobre Medio Ambiente y Desarrollo
-infos sur l'environnement)
<http://fundacionabril.org>
(Coordinadora del Agua – Informations sur l'eau)

Mouvements sociaux :

<http://www.csutcb.org>
(Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie - CSUTCB)

<http://www.bartolinasisa.org>
(Fédération nationale des de femmes paysannes de Bolivie – FNMCB-BS)
<http://www.cscbol.org>
(Confédération des colonisateurs – CSCB)

<http://www.conamaq.org.bo>
(Conseil national de Ayllus et Markas du Qullasuyu)
<http://cidob-bo.org>
(Confédération des peuples indigènes de Bolivie)

Partis :

<http://www.masbolivia.org>
(Mouvement vers le socialisme)
<http://www.por-bolivia.galeon.com/> (Parti ouvrier révolutionnaire)

Coca :

<http://www.cocamuseum.com>
(Musée de la coca à La Paz)

Pour se tenir informé-e sur la Bolivie, Rouge & Vert vous recommande deux revues militantes trimestrielles françaises, spécialisées sur l'Amérique latine :

- **FALMAG**, revue de l'Association France – Amérique Latine, 37, Bld. Saint-Jacques, 75014 Paris ; www.franceamericainelatin.org

- **Volcans**, EDREV 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris. www.revuevolcans.org

Remerciements à :

- **Mary Ayza**, militante de *SOMOS SUR*, très engagée dans la campagne du processus de ratification de la nouvelle Constitution ;
- **Florentinos Barrientos** et **Fidel Mamani**, membres du Secrétariat général de la CSUTCB (Centrale syndicale unifiée des travailleurs paysans de Bolivie) ;
- **Cristina Romer**, secrétaire à la gestion des conflits à la FNMPB-BS, (Fédération nationale de femmes paysannes de Bolivie Bartolima Sisa) ;
- Membre de la direction de la COB (Confédération ouvrière de Bolivie) ;
- **Boris Rios**, animateur à la *Coordinadora del Agua* à Cochabamba ;
- Equipe de la commission exécutive de la **FEJUVE** (Fédération des associations de quartier) du département de Cochabamba ;
- **Jorge Silva Trujillo**, vice-président du groupe parlementaire du MAS (Mouvement vers le socialisme) au Congrès ;
- **Gonzalo Gonzalez**, directeur de la Direction de la participation populaire à la vice-présidence de la République ;
- **Stefan Anderson** et **Ulpian Ricardo López Garcia**, assesseurs à la Chancellerie de la République bolivienne ;

pour les entretiens qu'ils ont bien voulu nous accorder, ainsi qu'à tous les anonymes rencontré-e-s à La Paz, Cochabamba, Oruro et Potosi.

Et tout particulièrement à :

- Louca Lerch, citoyen suisse, géographe, rattaché à la vice-présidence de la République de Bolivie pour sa grande disponibilité ;
- Hervé Do Alto, doctorant en science politique, travaille sur l'histoire du MAS, correspondant d'Inprecor.

Remerciements également à Sergio Cáceres, secrétaire à l'ambassade de Bolivie à Paris, qui nous a aidés à préparer notre séjour.

MAI 88-08 :

UN REGARD SUR LES LUTTES ET LES PERSPECTIVES EN NOUVELLE CALEDONIE

MAI 1988 : TUERIE D'OUVEA, JUIN 1988 : ACCORDS DE MATIGNON OUDINOT, MAI 1998 : ACCORD DE NOUMEA

Le 7 mai se déroulait à Paris un rassemblement de solidarité avec les 23 syndicalistes de l'USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités) condamnés le 21 avril 2008, par le tribunal de Nouméa, à des peines de prison allant de 1 mois à 1 an ferme, associées à une privation des droits civiques pendant 3 ans pour les responsables syndicaux.

Un rapide rappel historique peut être utile avant de revenir sur cette actualité.

La Kanaky est peuplée depuis 4000 ans par des tribus d'origine mélanésienne. Elle fut annexée par la France en 1853. De 1864 à 1897, des bagnards y furent déportés, employés aux grands travaux d'aménagement sur l'île et sur les propriétés foncières des colonies, confisquées aux populations indigènes pour inciter l'immigration européenne. Le bagne accueillera jusqu'à 5000 communaux dont Louise Michel, mais aussi des kabyles résistants déportés par le colonisateur français. Cette époque est marquée par de nombreuses révoltes de la population kanak.

De 1887 à 1946, le code de l'indigénat s'applique aux populations autochtones, les dépossédant de leurs terres, leur imposant travaux obligatoires et autres mesures humiliantes. En 1946, le code est enfin supprimé, la Kanaky devient un territoire d'outre-mer, les Mélanésiens acquièrent la nationalité française et le droit de vote. Les premières revendications indépendantistes apparaissent portées par l'Union Calédonienne dès 1956.

Le 3 septembre 1982, premier congrès de l'USTKE: «*pas de socialisme sans indépendance kanak, pas d'indépendance kanak sans socialisme*». Avec l'Union Calédonienne de Jean-Marie Tjibaou, Le Palika et d'autres petits mouvements indépendantistes ils forment le FNLKS en 1984. C'est cette année là que débute la période dite «*des Evénements*», une quasi guerre civile où la gendarmerie fit preuve d'un zèle particulier dans la répression violente : morts d'Eloi Machoro et Marcel Nonaro abattus par le GIGN en 1985, assaut de la grotte d'Ouvéa en mai 1988, 22 morts, aucun survivant Kanak!!!

En 1986, la Nouvelle Calédonie est ins-

crite par l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la liste des pays à décoloniser. C'est après la tuerie d'Ouvéa, en mai 88 que débute la mission dite «*du Dialogue*», composée par Michel Rocard, qui a succédé à Jacques Chirac comme Premier Ministre. Les discussions aboutiront aux accords de Matignon-Oudinot signés en juin 1988. Dix ans plus tard, les deux parties (indépendantistes et anti) s'accordent pour différer le référendum et signent l'accord de Nouméa. Ce dernier recule la date du référendum à partir de 2014 et au plus tard en 2018, et définit des dispositions administratives spécifiques à la Nouvelle Calédonie, renforçant ainsi une certaine autonomie.

L'économie reste dominée par l'exploitation du nickel par des groupes qui le font avec peu de respect pour l'environnement. Si les fonctionnaires voient leur salaire majoré de 1,75%, ce qui augmente le coût de la vie, plus élevé qu'en France, le salaire minimum est inférieur au Smic. Alors que les textes prévoient la priorité à l'embauche locale, de nombreux jeunes «*métros*» débarqués tenter leur chance, parfois très diplômés, forment une main d'œuvre peu exigeante, facilement exploitable. Les moyens de l'Inspection du travail sont très insuffisants. Le Médef local se moque du droit du travail, sanctionnant des travailleurs pour «*absence injustifiée*», alors même que la direction du travail reconnaît dans un communiqué le caractère parfaitement légal de l'appel à la grève. Ce patronat est responsable des conflits, des blocages sporadiques d'entreprises, par l'USTKE, le syndicat le plus représentatif des travailleurs, qu'ils soient ou non kanak.

La répression est dure! Comme évoqué en début d'article, son président, Gérard Jodar vient d'être condamné à un an de prison dont six mois fermes, un des ses adhérents à 18 mois dont un an ferme et une vingtaine de ses membres entre 3 et 6 mois, sur les simples témoignages du patronat ou de la police, pour des affrontements où le comportement de la police fait l'objet d'une enquête de l'IGPN dont les résultats ne sont pas encore publics. Des vidéos existent montrant la violence du comportement policier, les attitudes insultantes envers les travailleurs kanak, les tirs tendus de grenades lacrymogènes. Un appel de la condamnation a été fait en demandant la délocalisation

du procès, ailleurs qu'en Nouvelle Calédonie. Jean-Claude PERIER, conseiller d'Etat, membre de la «*mission du dialogue*» en 1988, disaient à cette époque que la gendarmerie et la justice étaient sous influences en Nouvelle Calédonie. Il n'est pas évident que les choses aient évoluées depuis.

Mais l'actualité c'est aussi une lutte et une victoire récentes et exemplaires. Il s'agit de l'action de la petite association Mèè Aari de défense de l'environnement contre le groupe extracteur de nickel Ballande (entre autres activités!), d'origine bordelaise, arrivé en Kanaky il y a 170 ans (une reconversion du trafic triangulaire?). Dans la province Nord, près de Houaïlou, le 3 janvier 2008, conséquence d'une exploitation négligente, 21 000 tonnes de terre chargée en nickel, en cobalt et en chrome, s'abattaient dans le lagon.

Le 6 février, après un premier blocage de la mine par les habitants de la tribu de Bâ, les plus immédiatement concernés par cette pollution du lagon, d'où ils tirent leur nourriture et leurs revenus, des engagements écrits sont pris pour limiter et réparer un tant soit peu les dégâts. Un piquet remarquablement organisé (un véritable village avec des familles entières qui se relayaient) bloquait sporadiquement le passage des camions et des engins depuis janvier. Mais depuis la signature de l'accord, rien n'était fait par l'entreprise qui continuait tranquillement son exploitation. Mi-avril, un nouveau blocage complet est organisé. Le 30 avril, le tribunal saisi par l'entreprise demandait certes la levée du blocus mais condamnait l'entreprise à verser 150 000 FP à l'association et à intervenir immédiatement contre la pollution sous peine d'une astreinte journalière importante. Une belle victoire, donc! Ce qui est remarquable dans cette lutte, outre la détermination de la population, c'est son caractère démocratique, la façon dont les décisions sont prises après de longues discussions où nombreux sont ceux qui s'expriment. Les femmes sont partie prenante dans la lutte, même si elles s'expriment moins que les hommes. Remarquables aussi la concertation avec les groupes voisins, les visites aux chefs coutumiers (les anciens en général) pour solliciter leur appui et leur avis. Rouges, Verts, Autogestionnaires, et au moins pour certains aspects Féministes: de quoi attirer la sympathie!

D'autres luttes pour sauvegarder l'environnement sont aussi menées comme celle contre «le tuyau de Goro» (du nom de l'entreprise industrielle Goro Nickel), qui doit déverser quotidiennement des dizaines de milliers de litres d'effluents près d'un récif bientôt classé au patrimoine mondial de l'Humanité. Là, l'unité se fait entre les associations écologiques, le sénat coutumier, les populations kanak riveraines et l'USTKE.

Ce syndicat ne se limite pas en effet dans une attitude de défense intransigeante des travailleurs et des libertés syndicales.

A l'origine, membre du FNLKS, ce syndicat s'en est séparé, estimant que celui-ci

s'enfermait dans la gestion, acceptait trop facilement des compromis favorables à la province Sud. Il reproche également au Front de ne pas définir plus précisément un projet de société pour une future Kanaky indépendante, un mode de développement qui ne soit pas celui imposé par la France, moins productiviste et consumériste, respectueux de l'environnement, correspondant davantage à la culture kanak.

Pour porter sur le plan politique ces orientations, la majorité des dirigeants de l'USTKE est à l'origine de la création du Parti Travailleiste. A peine créé, ce parti a participé aux dernières élections municipales et a obtenu des élus dans

de nombreuses communes. Il tiendra son premier congrès cette année.

En 2009 auront lieu les prochaines élections

provinciales, celles qui déterminent la composition du «congrès de Nouvelle Calédonie». Déjà celui-ci a fait usage de son pouvoir législatif en adoptant des lois «de pays», qui engagent des premiers transferts de compétence et mettent en place le dispositif institutionnel prévu dans la loi de 1999, comme le sénat coutumier, les conseils d'aires coutumières, le conseil économique et social le comité de finances locales, le conseil des mines. Le Parti travailleiste entend présenter des candidats et il a des chances d'avoir des élus. Cette perspective inquiète le FNLKS et la droite locale. C'est sans doute la raison pour laquelle Parti Travailleiste et USTKE sont diabolisés, sont l'objet de rumeurs, d'accusations diverses et on vient de le voir d'une dure répression.

Mais c'est aussi parce que leurs luttes rejoignent les nôtres, que leurs objectifs nous sont familiers et sympathiques qu'ils méritent toute notre sympathie et notre solidarité.

■ Charles BAMBA



Cantonale

Une cantonale partielle a lieu le 25 mai dans le 5° canton de Lyon correspondant au 5° arrdt. Nous y avons une petite implantation, en 2004 nous avons présenté Mohamed Rafed qui avait obtenu 3,3%, et notre camarade Guy Front a été élu dans cet arrondissement au mandat précédent.

Particularité : officiellement le PS y soutiendra, sous la pression de Gérard Collomb, un candidat MoDEM, récompensé pour avoir rejoint les listes Collomb aux municipales (alors qu'il reste au groupe UDF au Conseil Régional et y vote avec la droite !) Il y aura cependant un PS dissident ...

Nous avons passé un accord avec le PC pour présenter une candidature commune : Katherine Legay (PC) et Mohamed Rafed (Alternatifs), l'accord stipulant :

- une égalité totale dans la conduite de campagne et dans la présentation de la titulaire et du suppléant dans l'ensemble des documents
- une réciprocité aux prochaines cantonales de 2010, avec un(e) Alternatif en titulaire et un(e) PC suppléant ... ■

Alain TOULERON

CLAUDETTE GAILLARD

Membre du PSU, de l'AREV puis des Alternatifs Loire, de Novac 42 et de Capa-gauche ! Saint Etienne, Claudette était de longue date très impliquée dans la vie associative, sociale et politique stéphanoise, à travers les comités de quartiers, les centres sociaux, les femmes en noir, l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) Saint-Etienne, le réseau de solidarité avec les Roms de Saint Etienne, le comité Tchétchénie Loire et Haute Loire, RESF42, le Forum Social Local, etc.

L'expression de sa solidarité avec les opprimé-e-s semblait inépuisable, et son acharnement à mettre fin au injustices sans relâche.

Fidèle à sa volonté de porter des perspectives unitaires et alternatives, elle avait récemment accepté de figurer sur la liste municipale stéphanoise «Une autre ville est possible».

Sa solidarité sans borne, sa résolution durable à construire une alternative unitaire résolument à gauche, son intelligence fine et trop souvent discrète manqueront à la vie politique et sociale de Saint Étienne ainsi qu'à ceux et à celles qui ont eu la chance de la côtoyer. ■

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

AUTOGESTIONNAIRES

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques). Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

🌱 PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.